

Résultats financiers annuels 2020



Solide performance opérationnelle au 4^e trimestre 2020 avec un gain net de 10.600 nouveaux clients haut débit, notre meilleur résultat trimestriel depuis le 4^e trimestre 2015.

Tous les chiffres financiers prévisionnels pour l'exercice 2020 ont été atteints, certains segments de notre activité ayant bien résisté à l'impact de la pandémie de Covid-19.

Retour anticipé à la croissance en 2021 porté par une reprise de nos autres revenus et des revenus d'abonnement robustes, ainsi qu'un contrôle strict des coûts. Dividende brut de 1,3750 € par action proposé à l'Assemblée Générale d'Avril 2021 dans le cadre de notre dividende plancher.

L'information ci-jointe constitue de l'information réglementée au sens de l'arrêté royal du 14 novembre 2007 concernant les obligations des émetteurs des instruments financiers qui sont admises à la négociation sur un marché réglementé. Information privilégiée.

Malines, 11 février 2021 – Telenet Group Holding SA ('Telenet' ou la 'Société') (Euronext Bruxelles: TNET) publie ses résultats consolidés (non audités) pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020. Les résultats sont conformes aux International Financial Reporting Standards tels qu'approuvés par l'Union européenne ('IFRS-UE').

FAITS MARQUANTS

- Poursuite de la dynamique commerciale au 4^e trimestre 2020 malgré un environnement concurrentiel, avec un gain net de 20.500 nouveaux clients FMC ayant souscrit à nos packs WIGO, YUGO et KLIK, 17.300 nouveaux abonnés mobiles en postpayé et 10.600 nouveaux RGU en internet haut débit.
- L'ARPU fixe par relation client a atteint respectivement 58,4 € et 58,7 € en 2020 et au 4^e trimestre 2020, soit une hausse de 1 % en glissement annuel pour les deux périodes, et a été soutenu par une proportion croissante d'abonnés multiple play et de clients haut débit du segment supérieur et par l'avantage de certaines révisions tarifaires.
- Chiffre d'affaires pour l'exercice 2020 et le 4^e trimestre 2020 de 2.575,2 millions € et 665,1 millions €, respectivement stable et en baisse de 1 % en glissement annuel en base rapportée, ceci incluant les impacts de l'acquisition de De Vijver Media (consolidée par intégration globale depuis le 3 juin 2019) et de la cession de notre ancienne activité luxembourgeoise de câblodistribution (déconsolidée à compter du 1^{er} avril 2020). Sur une base remaniée⁽¹⁾, notre chiffre d'affaires pour l'exercice 2020 et le 4^e trimestre 2020 a diminué de près de 2 % et 1 % respectivement en glissement annuel en raison d'une baisse significative des autres produits suite aux effets de la pandémie de COVID-19. En excluant les autres produits, notre chiffre d'affaires en base remaniée pour 2020 est globalement stable en glissement annuel, conformément à nos prévisions pour l'exercice 2020, et en hausse d'un peu plus de 1 % au 4^e trimestre 2020 par rapport au 4^e trimestre de l'année précédente.
- Bénéfice net de 338,5 millions € pour l'exercice 2020 (T4 2020 : 40,4 millions €, -56 % en glissement annuel), en hausse de 44 % en glissement annuel grâce à (i) une nette diminution des charges financières nettes pour la période, (ii) une baisse des charges d'impôt sur le résultat et (iii) un gain de 27,5 millions € sur la cession d'actifs à une coentreprise.
- Adjusted EBITDA⁽²⁾ de 1.378,0 millions € et 336,9 millions € pour l'exercice 2020 et le 4^e trimestre 2020, respectivement globalement stable et en baisse de 4 % en glissement annuel, ceci incluant les impacts non organiques mentionnés plus haut et les changements dans le traitement comptable IFRS de certains coûts liés au contenu pour les packs de divertissement premium et les droits de retransmission du football belge, en raison de modifications liées aux contrats sous-jacents à partir du 3^e trimestre 2020. Sur une base remaniée, notre Adjusted EBITDA a légèrement augmenté de près de 1 % en glissement annuel sur l'exercice 2020, alors qu'un chiffre globalement stable était attendu, et a augmenté de près de 1 % en glissement annuel au 4^e trimestre 2020.
- Dépenses d'investissement à imputer⁽³⁾ de 597,0 millions € pour l'exercice 2020 (T4 2020 : 169,5 millions €), soit une hausse de près de 2 % par rapport à l'année précédente et environ 23 % du chiffre d'affaires. Nos dépenses d'investissement à imputer pour l'exercice 2020 incluent (i) les impacts non organiques susmentionnés, (ii) une hausse significative des acquisitions d'immobilisations liées aux contrats de location et (iii) la comptabilisation de certains droits de diffusion de la Jupiler Pro League belge au 3^e

trimestre 2020. En excluant la comptabilisation des droits de diffusion du football et les dépenses d'investissement liées aux certains contrats de location dans les deux périodes, conformément à la base utilisée pour nos prévisions de TCAC de flux de trésorerie opérationnel disponible 2018-2021, nos dépenses d'investissement à imputer ont légèrement diminué de 1 % en glissement annuel en 2020 pour s'établir à environ 21 % du chiffre d'affaires.

- Flux de trésorerie opérationnel disponible⁽⁴⁾ de 787,0 millions € pour l'exercice 2020 (T4 2020 : 167,4 millions €), soit -4 % en glissement annuel, déterminé principalement par la hausse des acquisitions d'immobilisations liées aux contrats de location au 4^e trimestre 2020. Sur une base remaniée et en excluant la comptabilisation des droits de retransmission du football et l'impact des acquisitions d'immobilisations liées aux certains contrats de location, notre flux de trésorerie opérationnel disponible a augmenté de près de 3 % par rapport à 2019, dépassant ainsi nos prévisions pour l'exercice 2020 (1 à 2 %).
- Les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation, affectés aux activités d'investissement et affectés aux activités de financement ont atteint respectivement 1.057,4 millions €, 475,6 millions € et 601,2 millions € pour l'exercice 2020. Notre flux de trésorerie disponible ajusté⁽⁵⁾ a progressé de 6 % en glissement annuel en 2020, à 415,8 millions €, avec une solide contribution de 157,3 millions € au 4^e trimestre 2020. La forte croissance de notre flux de trésorerie disponible ajusté résulte à la fois d'une diminution des impôts en espèces et des paiements d'intérêts en espèces suite à certains refinancements et inclut une contribution négative de 3,9 millions € de notre programme de financement par le fournisseur par rapport à l'année précédente.
- En 2021, nous prévoyons un retour à la croissance tant pour notre chiffre d'affaires que pour l'Adjusted EBITDA^(b), avec un objectif de croissance en base remaniée^(a) de maximum 1 % et de 1 à 2 % respectivement. Nous générerons également un flux de trésorerie disponible ajusté^(b, d) sain de 420,0 à 440,0 millions € pour l'exercice 2021, malgré une légère diminution en base remaniée du flux de trésorerie opérationnel disponible^(b, c) d'environ 1 % en 2021 compte tenu de l'augmentation des investissements prévus, comme indiqué en détail dans la section « Perspectives ». Nous entendons toujours, néanmoins, respecter notre objectif de TCAC de flux de trésorerie opérationnel disponible^(b, c) de 6,5 % à 8,0 % pour 2018-2021, mais il devrait plutôt se situer dans le bas de cette fourchette.
- Conformément à notre politique renforcée de rémunération des actionnaires, communiquée fin octobre l'année dernière, le conseil d'administration proposera à l'Assemblée générale d'avril 2021 d'approuver un dividende brut de 1,3750 € par action. Une fois approuvé, ce dividende sera payé début mai et complétera le dividende intérimaire d'un montant similaire payé en décembre 2020. Ce faisant, nous aurons versé aux actionnaires un dividende brut total de 2,75 € par action (pour un montant total de 300,1 millions €), en hausse de 47 % en glissement annuel.

(a) Aux fins du calcul des taux de croissance rebasés sur une base comparable pour les périodes indiquées ci-dessus, nous avons ajusté nos revenus historiques et notre EBITDA ajusté afin de refléter l'incidence des transactions suivantes dans la même mesure que les revenus et le EBITDA ajusté liés à ces transactions sont inclus dans notre résultats courants: (i) exclure les produits et l'Adjusted EBITDA de notre ancienne filiale luxembourgeoise de câblodistribution Coditel S.à r.l. (déconsolidée à compter du 1er avril 2020) et (ii) reflètent les changements liés au résultat comptable IFRS de certains accords de droits de contenu conclus au cours du troisième trimestre de 2020.

(b) Des rapprochements quantitatifs avec le bénéfice net (y compris les taux de croissance du bénéfice net) et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation pour l'Adjusted EBITDA, le flux de trésorerie opérationnel disponible et le flux de trésorerie disponible ajusté ne peuvent être fournis sans efforts déraisonnables dans la mesure où nous n'établissons pas de prévisions pour (i) certaines charges hors trésorerie, dont les amortissements et les réductions de valeur, restructurations et autres éléments opérationnel inclus dans le bénéfice net, ni pour (ii) des changements spécifiques dans le fonds de roulement ayant un impact sur les flux de trésorerie provenant d'activités opérationnelles. Les éléments pour lesquels nous n'établissons pas de prévisions peuvent varier fortement d'une période à l'autre.

(c) À l'exclusion de la comptabilisation des droits de retransmission pour le football et des licences pour le spectre mobile, et à l'exclusion de l'impact des acquisitions d'immobilisations liées aux certains contrats de location sur nos dépenses d'investissement à imputer.

(d) En supposant que certains paiements sont effectués pour la prolongation temporaire de nos licences de spectre mobiles 2G et 3G actuelles en 2021, mais en excluant les paiements sur les futures licences de spectre dans le cadre de la prochaine vente aux enchères multibande, et en supposant que le paiement de la taxe sur notre déclaration de revenus 2020 n'aura pas lieu avant début 2022.

Pour l'exercice se terminant au 31 décembre	2020	2019	Variation %
CHIFFRES CLÉS FINANCIERS (en millions €, sauf montants par action)			
Produits	2 575,2	2 583,9	— %
Résultat opérationnel	594,1	685,5	(13)%
Bénéfice net de la période	338,5	234,6	44 %
Marge bénéficiaire nette	13,1 %	9,1 %	
Bénéfice ordinaire par action en €	3,10	2,13	46 %
Bénéfice dilué par action en €	3,10	2,13	46 %
Adjusted EBITDA ⁽²⁾	1 378,0	1 375,4	— %
Marge Adjusted EBITDA	53,5 %	53,2 %	
Dépenses d'investissement à imputer (y exclut la comptabilisation des droits de retransmission pour le football et des licences pour le spectre mobile) ⁽³⁾	591,0	554,1	7 %
Dépenses d'investissement à imputer en tant que % des produits (y exclut la comptabilisation des droits de retransmission pour le football et des licences pour le spectre mobile) ⁽³⁾	22,9 %	21,4 %	
Flux de trésorerie opérationnel disponible ⁽⁴⁾	787,0	821,3	(4)%
Flux net de trésorerie générés par les activités opérationnelles	1 057,4	1 092,5	(3)%
Flux net de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement	(475,6)	(432,0)	10 %
Flux net de trésorerie utilisés pour les activités de financement	(601,2)	(647,3)	(7)%
Adjusted Free Cash Flow ⁽⁵⁾	415,8	391,0	6 %
CHIFFRES CLÉS OPERATIONNELS (SERVICES TOTAUX)			
Télévision câblée	1 811 700	1 866 600	(3)%
Télédistribution de base ⁽⁶⁾	123 700	164 700	(25)%
Télévision premium ⁽⁷⁾	1 688 000	1 701 900	(1)%
Internet haut débit ⁽⁸⁾	1 697 100	1 664 400	2 %
Téléphonie fixe ⁽⁹⁾	1 171 800	1 212 500	(3)%
Téléphonie mobile ⁽¹⁰⁾	2 815 700	2 808 400	— %
Postpayé	2 433 900	2 363 800	3 %
Prépayé	381 800	444 600	(14)%
Clients triple play	1 079 000	1 110 300	(3)%
Services par relation client ⁽¹¹⁾	2,29	2,29	— %
ARPU par relation client (€ / mois) ⁽¹¹⁾⁽¹²⁾	58,4	57,7	1 %

N.M. - Not Meaningful (Non Significatif)

John Porter, Chief Executive Officer de Telenet, commente les résultats comme suit :

« Inutile de dire que 2020 a été une année hors du commun. Nous n'avions jamais imaginé de travailler à domicile pendant plus de 40 semaines ou de faire plus de 250.000 appels vidéo au sein de notre entreprise. Nous avons réduit nos émissions de CO2 de 60 % lors du premier confinement et organisé des concerts Drive-in pour nos clients. De plus, nous avons aidé des milliers d'enfants à suivre les cours depuis leur domicile et soutenu des entrepreneurs locaux pour qu'ils puissent poursuivre leur activité. Je suis très fier de tous les efforts que nous avons accomplis pour nos collaborateurs et pour la société en général. Cela montre à nouveau toute l'importance d'une infrastructure de haute qualité et cela justifie tous les investissements que nous avons faits ces dernières années dans notre réseau Giga HFC. Pour rappel, nous offrons des vitesses de téléchargement de données sans précédent allant jusqu'à 1 Gbps dans toute notre zone de couverture en Flandre et dans certaines parties de Bruxelles. Et récemment encore, l'IBPT, le régulateur national des télécommunications en Belgique, a reconnu la qualité de notre réseau mobile. Comme l'ont révélé les tests de vitesse de septembre-octobre 2020, nous offrons les vitesses de téléchargement mobile les plus élevées, avec un impressionnant 99,5 Mbps sur notre réseau 4G+.

Le Covid-19 a eu un impact énorme sur nos indicateurs d'utilisation du réseau. Les deux confinements ont entraîné des volumes records de trafic internet avec des pics à 2,9 téraoctets par seconde (Tbps) durant le deuxième confinement, ce qui équivaut à un volume incroyable de 190.000 images par seconde. Nous avons déjà franchi cette année le cap du trafic Internet de pointe prévu normalement pour 2022. Sur le quatrième trimestre, le trafic journalier moyen ascendant et descendant a augmenté respectivement de 62 % et 42 % par rapport au début de 2020, soit avant le coronavirus. Le volume moyen du trafic de données fixes par utilisateur pour l'exercice 2020 a augmenté de près de 50 % en glissement annuel et la moitié de ce volume est consacrée au streaming. De plus, nous avons assisté à une hausse massive de l'utilisation des appels vidéo et de plus en plus de clients se tournent vers les applications OTT, au lieu d'utiliser les SMS traditionnels. Cette dernière tendance a un impact négatif sur notre profil de revenus, comme expliqué plus loin dans la section financière.

Les statistiques impressionnantes que je viens de citer ne sont réalisables qu'en mettant à profit la qualité supérieure de notre réseau. Nous voyons clairement que l'appétit de nos clients pour le haut débit à grande vitesse va croissant, la vitesse de téléchargement moyenne pondérée au 4e trimestre 2020 ayant augmenté de 8 % en glissement annuel pour atteindre 212 Mbps. Plus de 40 % de notre clientèle haut débit bénéficie de vitesses de téléchargement de 300 Mbps ou plus, soit une augmentation de près de 6 points de pourcentage par rapport à la même période de l'année précédente.

Nous avons réussi à maintenir une saine dynamique commerciale dans le dernier trimestre de l'année, ceci étant illustré par une solide performance opérationnelle et une progression constante au quatrième trimestre, ce qui démontre à nouveau notre résilience face à la pandémie en cours. Notre base d'abonnés FMC a augmenté de plus de 94.000 clients en 2020, soit une progression de 17 % par rapport à 2019. Notre taux de convergence totale a augmenté de 2 points de pourcentage en glissement annuel pour atteindre 33 %, avec un taux d'attachement mobile de 42 %. Je me réjouis également de la saine croissance de notre base d'abonnés haut débit, qui a gagné plus de 38.000 clients en 2020. C'est plus de cinq fois le gain réalisé en 2019.

Une fois de plus, nous sommes parvenus à atteindre tous nos chiffres prévisionnels pour l'exercice 2020. Nous avons réussi à limiter la baisse du chiffre d'affaires en base remaniée à un peu moins de 2 %, tandis que notre chiffre d'affaires à l'exclusion des autres produits est resté globalement stable. Notre Adjusted EBITDA pour l'exercice est légèrement supérieur au chiffre globalement stable que nous avons prévu, tandis que notre Flux de trésorerie opérationnel disponible (à l'exclusion de la comptabilisation des droits de diffusion du football et de l'impact des acquisitions d'immobilisations liées aux contrats de location sur nos dépenses d'investissement à imputer) a augmenté de près de 3 % en glissement annuel, contre une hausse prévue de 1-2 %. Il en résulte un Flux de trésorerie disponible ajusté de 416 millions €, situé dans le bas de la fourchette de 415,0-435,0 millions € fixée comme objectif.

Chez Telenet, nous visons un développement durable, avec un bon équilibre entre l'excellence opérationnelle et la responsabilité sociétale, en tenant compte des aspects sociaux, économiques et environnementaux de nos activités opérationnelles. Dans ce contexte, nous allons revoir notre stratégie durable dans le deuxième trimestre de 2021. Sans changer radicalement de cap, mais pour assurer qu'en termes de développement durable, nous maintenions notre position de leader sur le marché belge. Nous allons définir un nouveau plan d'action qui couvrira la période 2021 à 2025. Ce plan sera aligné à nos questions matérielles et fixera de nouvelles priorités et des objectifs correspondants.

Pour l'avenir, nous entendons alimenter la croissance en nous concentrant sur 5 piliers de croissance stratégiques. Le premier consiste à étendre nos relations clients en permettant à nos clients de mettre mieux à profit leur vie et leur travail numériques. En deuxième lieu, il s'agit d'accélérer la croissance dans le secteur des entreprises en nous différenciant par le côté humain. Ensuite, nous voulons développer une expérience profondément centrée sur le client, reposant sur une approche « digital first » et une simplification radicale. Nous voulons continuer à prospérer via des réseaux parfaitement adaptés aux besoins de nos clients et des plateformes flexibles. Et le dernier pilier est l'autonomisation de nos collaborateurs en vue de créer de la valeur par le travail d'équipe dans un environnement stimulant. Avec ce qui précède, nous devrions être en mesure de faire croître à la fois notre chiffre d'affaires et notre Adjusted EBITDA en 2021, comme Erik le détaillera par la suite.

Enfin, nous continuerons à appliquer notre politique renforcée de rémunération des actionnaires, communiquée fin octobre l'année dernière. En plus du dividende intérimaire brut de 1,3750 € par action payé en décembre dernier, le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale d'avril 2021 d'approuver un dividende brut d'un montant similaire. Ensemble, ils correspondent au plancher de dividende par action (brut) de 2,75 € mentionné plus haut, en hausse de 47 % en glissement annuel.»

Erik Van den Enden, Chief Financial Officer de Telenet, commente les résultats comme suit :

« Malgré l'impact de la pandémie de Covid-19 sur certains pans de notre activité, je constate avec plaisir que nous avons pu atteindre tous nos chiffres prévisionnels financiers pour l'exercice 2020 comme l'a signalé John. Cela nous met dans une position favorable pour 2021 et au-delà. Sur l'exercice 2020, nous avons généré un chiffre d'affaires de 2.575 millions €, un niveau globalement stable par rapport à 2019 sur une base rapportée et qui prend en compte les impacts non organiques à la fois de l'acquisition de De Vijver Media et de la cession de notre filiale luxembourgeoise de câblodistribution, comme nous l'expliquons plus en détail dans la section « Produits ». Sur une base remaniée, notre chiffre d'affaires a diminué de près de 2 %, ceci résultant principalement de la baisse de 11 % de nos autres produits en raison de la pandémie de Covid-19, ce qui inclut entre autres les revenus d'interconnexion, les revenus liés aux combinés et les recettes publicitaires et revenus de production chez De Vijver Media. Au 4e trimestre 2020, nous avons généré des produits pour 665 millions €, ce qui représente une diminution de 1 % en glissement annuel à la fois en base rapportée et remaniée. En excluant les autres produits dans les deux périodes, notre chiffre d'affaires remanié de l'exercice est globalement stable, conformément à nos prévisions.

Nous avons maintenu une stricte maîtrise des coûts tout au long de l'année, ce qui s'est traduit par une diminution de 1 % et 5 % de nos charges d'exploitation pour l'exercice, respectivement en base rapportée et remaniée. Hormis une légère augmentation d'environ 1 % des coûts d'exploitation du réseau et des frais de personnel, tous nos postes de coûts ont affiché une amélioration par rapport à l'exercice précédent et reflètent l'impact de la pandémie de Covid-19 sur nos activités. Pour l'exercice 2020, nous avons réalisé un bénéfice net de 339 millions € (T4 2020 : 40 millions €), en hausse de 44 % en glissement annuel grâce notamment à (i) une nette diminution des charges financières nettes sur la période, (ii) une baisse des charges d'impôt sur le résultat et (iii) un gain de 28 millions € sur la cession de parts dans une filiale. Nous avons réalisé un Adjusted EBITDA de 1.378 millions € pour l'exercice 2020, ce qui représente une petite hausse de près de 1 % en base remaniée par rapport au chiffre globalement stable que nous avons prévu. Nous avons réussi à accroître notre marge d'Adjusted EBITDA en base remaniée de 130 points de base par rapport à 2019, pour atteindre 53,5 %. Au 4e trimestre 2020, notre Adjusted EBITDA était de 337 millions €, ce qui représente une augmentation de près de 1 % par rapport au 4e trimestre de l'année précédente, ceci sous l'effet d'une diminution des coûts directs et des coûts liés à la sous-traitance et aux services professionnels. À compter du troisième trimestre 2020, notre Adjusted EBITDA est influencé par des modifications dans le traitement comptable IFRS de certains coûts liés au contenu pour les packs de divertissement premium et les droits de retransmission du football belge en raison de changements liés aux contrats sous-jacents. Un rapprochement entre les chiffres clés financiers en base rapportée et en base remaniée figure à la section 6.1 de notre rapport.

Notre Flux de trésorerie opérationnel disponible a atteint 787 millions € en 2020, ce qui représente une diminution de 4 % en glissement annuel due à une augmentation des acquisitions d'immobilisations liées aux contrats de location au 4e trimestre 2020. Sur une base remaniée et en excluant la comptabilisation des droits de retransmission du football et l'impact des acquisitions d'immobilisations liées aux certains contrats de location sur les dépenses d'investissement à imputer, notre Flux de trésorerie opérationnel disponible a augmenté de près de 3 % par rapport à l'exercice 2019, dépassant ainsi nos prévisions pour l'exercice 2020 (1 à 2 %). Ceci inclut une croissance en base remaniée de près de 6 % au 4e trimestre 2020 (à l'exclusion de la comptabilisation des droits de retransmission du football et de l'impact des acquisitions d'immobilisations liées aux certains contrats de location sur les dépenses d'investissement à imputer), à 167 millions €.

Nous avons généré des flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation, affectés aux activités d'investissement et affectés aux activités de financement respectivement de 1.057 millions €, 476 millions € et 601 millions € pour l'exercice 2020. Notre Flux de trésorerie disponible ajusté a progressé de 6 % en glissement annuel en 2020, à 416 millions €, avec une solide contribution de 157 millions € au 4e trimestre 2020. La forte croissance de notre Flux de trésorerie disponible ajusté résulte à la fois d'une diminution des impôts en espèces et des paiements d'intérêts en espèces suite à certains refinancements et inclut une contribution négative de 4 millions € de notre programme de financement par le fournisseur par rapport à l'année précédente.

En 2021, nous prévoyons un retour à la croissance tant pour notre chiffre d'affaires que pour l'Adjusted EBITDA^(b), avec un objectif de croissance en base remaniée^(a) de maximum 1 % et de 1 à 2 % respectivement. Nous allons également générer un solide Flux de trésorerie disponible ajusté^(b, d) situé entre 420,0 et 440,0 millions € pour l'exercice 2021, malgré une légère diminution en base remaniée du Flux de trésorerie opérationnel disponible^(b, c) d'environ 1 % en 2021 compte tenu de l'augmentation des investissements prévus. Par rapport à 2020, nous prévoyons une légère augmentation des niveaux d'investissement vu l'impact de la pandémie de COVID-19 l'année précédente. En outre, nous prévoyons une augmentation des investissements en IT à mesure que nous finalisons la mise en œuvre de notre plate-forme axée sur la clientèle, ainsi que des investissements en vue d'améliorer l'expérience client conformément à nos piliers stratégiques tels que mentionnés plus haut. Enfin, nous avons soigneusement planifié une série d'investissements sélectifs liés au réseau, de manière à permettre de futures mises à niveau des réseaux fixe et mobile à un coût avantageux. Nous entendons toujours, néanmoins, respecter notre objectif de TCAC de flux de trésorerie opérationnel disponible^(b, c) de 6,5 % à 8,0 % pour 2018-2021, mais il devrait plutôt se situer dans le bas de cette fourchette. »

(a) Afin de calculer les chiffres de croissance en base remaniée sur une base comparable pour les périodes ci-dessus, nous avons ajusté les produits et l'Adjusted EBITDA historiques de manière à refléter l'impact des transactions suivantes dans la même proportion que les produits et l'Adjusted EBITDA inclus dans nos résultats courants: (i) exclure les produits et l'Adjusted EBITDA de notre ancienne filiale luxembourgeoise de câblodistribution Coditel S.à r.l. (déconsolidée à compter du 1er avril 2020) et (ii) refléter les changements relatifs au traitement comptable IFRS de certains contrats en matière de droits sur le contenu durant le premier trimestre 2020.

(b) Des rapprochements quantitatifs avec le bénéfice net (y compris les taux de croissance du bénéfice net) et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation pour l'Adjusted EBITDA, le Flux de trésorerie opérationnel disponible et le Flux de trésorerie disponible ajusté ne peuvent être fournis sans efforts déraisonnables dans la mesure où nous n'établissons pas de prévisions pour (i) certaines charges hors trésorerie, dont les amortissements et les réductions de valeur, restructurations et autres éléments opérationnels inclus dans le bénéfice net, ni pour (ii) des changements spécifiques dans le fonds de roulement ayant un impact sur les flux de trésorerie provenant d'activités opérationnelles. Les éléments pour lesquels nous n'établissons pas de prévisions peuvent varier fortement d'une période à l'autre.

(c) À l'exclusion de la comptabilisation des droits de retransmission pour le football et des licences pour le spectre mobile capitalisés, et à l'exclusion de l'impact des acquisitions d'immobilisations liées aux certains contrats de location sur nos dépenses d'investissement à imputer.

(d) En supposant que certains paiements sont effectués pour la prolongation temporaire de nos licences de spectre mobiles 2G et 3G actuelles en 2021, mais en excluant les paiements sur les futures licences de spectre dans le cadre de la prochaine vente aux enchères multibande, et en supposant que le paiement de la taxe sur notre déclaration de revenus 2020 n'aura pas lieu avant début 2022.

1 Faits marquants sur le plan opérationnel

CHANGEMENT IMPORTANT DE RAPPORTS:

Fusion entre SFR-Coditel et Eltrona : Le 1^{er} avril 2020, nous avons cédé notre filiale luxembourgeoise de câblodistribution Coditel S.à r.l., détenue à 100%, à Eltrona et racheté à Post Luxembourg une participation de 34% dans Eltrona. Suite à ces transactions, nous détenons désormais une participation de 50% moins 1 action dans Eltrona, le plus grand câblo-opérateur au Luxembourg. À compter du 1er avril 2020, SFR-Coditel n'est plus consolidée dans nos résultats opérationnels et financiers. Par voie de conséquence, nous avons déduit 47.700 résidences desservies, 9.500 relations clients et 18.500 RGU (télévision : 9.200 RGU, haut débit : 5.500 RGU et téléphonie fixe : 3.800 RGU) des décomptes d'abonnés consolidés tels que présentés ci-après et au point 4. *Statistiques d'exploitation intermédiaires consolidées.*

1.1 Packs de produits

VUE D'ENSEMBLE ET PACKS

Au 31 décembre 2020, nous servions 2.048.100 relations clients uniques, ce qui représentait environ 61 % des 3.373.000 résidences desservies par notre principal réseau HFC (hybride fibre-coaxial) dans notre zone de couverture en Flandre et à Bruxelles. Notre réseau câblé est constitué d'un axe de fibre optique dense avec des boucles locales de connexion coaxiales et un spectre allant jusqu'à 1,2 GHz. Tant avec la technologie EuroDocsis 3.0 que 3.1, nous offrons des vitesses de téléchargement de données allant jusqu'à 1 Gbps dans toute notre zone de couverture, confirmant ainsi notre position de leader du marché en tant que fournisseur de services internet le plus rapide.

Au 31 décembre 2020, nous fournissons 4.680.600 services fixes (« RGU ») comprenant 1.811.700 abonnements à la télévision, 1.697.100 abonnements à l'internet haut débit et 1.171.800 abonnements de téléphonie fixe. Le nombre de nos abonnés au 31 décembre 2020 n'incluait plus nos anciens clients SFR-Coditel, ceci en raison de la fusion avec le câblo-opérateur luxembourgeois Eltrona comme indiqué ci-dessus. Au sein de notre mix TV, environ 93 % de nos abonnés en télévision avaient opté, au 31 décembre 2020, pour notre plate-forme de télévision premium générant un ARPU plus élevé, si bien qu'il restait seulement 123.700 abonnés à la télévision analogique, lesquels seront convertis au numérique d'ici la fin de 2021 dans le cadre de notre campagne « Signal Switch ». Les abonnés à la télévision premium profitent d'une expérience TV enrichie, avec l'accès illimité à un plus large éventail de chaînes numériques payantes en HD pour le sport, les séries et les films, une vaste bibliothèque de contenu national et international de vidéo à la demande (« VOD ») et notre plate-forme OTT « Yelo Play ». Au 31 décembre 2020, nous servions également 2.815.700 abonnés mobiles, dont environ 86 % étaient abonnés à l'un de nos plans tarifaires mobiles ou fixes-mobiles convergents (« FMC »).

Nous avons achevé le 4e trimestre 2020 avec un ratio de groupage de 2,29 RGU fixes par relation client unique, un chiffre stable par rapport à l'année précédente. Au 31 décembre 2020, environ 33 % de nos abonnés au câble avaient souscrit à un pack quadruple play (à l'exclusion des abonnements mobiles sous la marque BASE), soit une belle progression de près de 200 points de base par rapport à la même période de l'année précédente, ce qui confirme l'attrait persistant de nos offres « multiple play » de valeur auprès des consommateurs et des entreprises. Notre clientèle FMC, qui regroupe l'ensemble de nos offres WIGO, YUGO et KLIK, atteignait 641.800 abonnés, soit une hausse de 17 % en glissement annuel. Au 4e trimestre 2020, nous avons encore gagné 20.500 nouveaux abonnés FMC grâce au succès de nos promotions de fin d'année sur les packs WIGO et YUGO (exercice 2020 : 94.400).

REVENU MOYEN PAR RELATION CLIENT (ARPU)

L'ARPU, qui ne prend pas en compte les revenus de la téléphonie mobile et certains autres types de revenus, est l'une de nos principales données statistiques opérationnelles dans la mesure où nous visons à obtenir une plus grande part des dépenses en télécommunications et en divertissement de nos clients. Pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2020, l'ARPU par relation client a atteint 58,4 €, un chiffre en hausse de 0,7 €, ce qui représente une saine progression de 1 % par rapport à l'exercice 2019. La croissance de l'ARPU par relation client a été déterminée par (i) une proportion plus élevée d'abonnés « multiple play »

dans notre mix client général, (ii) une part plus importante d'abonnés du segment supérieur dans notre mix et (iii) l'impact favorable des révisions tarifaires d'août 2019 et octobre 2020. Cette évolution favorable a été en partie contrebalancée par (i) une plus grande proportion de remises liées aux forfaits (y compris des promotions temporaires), (ii) une baisse des revenus hors forfait liés à l'utilisation et (iii) l'effet de la réaffectation de revenus d'abonnement liés aux forfaits comme indiqué au point 2. *Faits marquants sur le plan financier.* Au 4^e trimestre 2020, nous avons enregistré un ARPU par la relation client de 58,7 €, ce qui représente une légère augmentation par rapport aux 58,4 € de la même période de l'exercice précédent, due en partie à la révision tarifaire d'octobre 2020.

1.2 Internet haut débit

Au 31 décembre 2020, nous servions 1.697.100 abonnés à l'internet haut débit, ce qui inclut le retrait de 5.500 RGU au 2^e trimestre 2020 suite à la fusion de Coditel S.à r.l. avec le câblo-opérateur luxembourgeois Eltrona. La tendance favorable dans la croissance nette des abonnés haut débit s'est poursuivie au 4^e trimestre 2020, avec un gain net de 10.600 nouveaux abonnés à l'une de nos offres haut débit attrayantes (exercice 2020 : 38.200). Il s'agit de notre meilleur résultat trimestriel depuis le 4^e trimestre 2015. L'amélioration sensible a été soutenue tant par le segment consommateur que par le segment B2B avec un gain net de 5.700 et 4.900 respectivement. Cela confirme que la pandémie de Covid-19 en cours renforce la demande des clients pour des solutions de connectivité fiables à grande vitesse. Avec les capacités de notre réseau HFC 1 Gbps dans toute notre zone de couverture, nous sommes bien positionnés pour l'avenir. Le taux de désabonnement annualisé a fortement diminué, passant de 9,8 % au 4^e trimestre 2019 à 8,5 % au 4^e trimestre 2020 et est resté globalement stable par rapport au 3^e trimestre 2020.

Au 4^e trimestre 2020, nous avons distribué 73.000 boosters WiFi supplémentaires afin de maximiser l'expérience client de connectivité à domicile. Cela porte la base installée totale à 786.000 clients équipés de notre solution plug-and-play de connectivité à domicile, soit une hausse de 44 % par rapport à fin 2019. Cela équivaut à environ 46 % de notre clientèle haut débit, contre environ 33 % il y a un an. Cinq ans après le lancement de notre programme de mise à niveau du réseau fixe « De Grote Netwerf », nous commercialisons désormais des vitesses de téléchargement de données de 1 gigabit par seconde dans toute notre zone de couverture via l'option « GIGA Speedboost » pour un supplément de 15 € par mois. Au 31 décembre 2020, notre clientèle Gigabit SpeedBoost était en hausse de 21 % par rapport au trimestre précédent. La vitesse de téléchargement moyenne pondérée sur l'ensemble de notre base d'abonnés haut débit a encore augmenté de 8 % par rapport à la même période de l'an dernier pour atteindre 212 Mbps au 31 décembre 2020. De plus, la proportion de clients ayant accès à des vitesses de téléchargement de 300 Mbps ou plus était en hausse de 43 % au 4^e trimestre 2020, soit une progression de 6 points de pourcentage par rapport à la même période de l'an dernier.

En plus de l'appétit croissant pour des vitesses plus élevées, le volume mensuel moyen de données fixes utilisé par client a également augmenté de 46% au cours de l'exercice 2020 par rapport à l'année dernière. Dans une année normale, le trafic internet sur notre réseau Giga-HFC augmente d'environ 30 %. Cette année, nous avons vu cette croissance doubler sur dix mois seulement. En moyenne, nos clients ont téléchargé 60 % de plus qu'en 2019, la plus grande partie étant utilisée pour le streaming. De plus, nos clients ont augmenté leur utilisation de notre réseau pour rester socialement connectés, avec près de deux fois plus d'appels vidéo (+ 83%) passés sur notre réseau et une augmentation de 30% du trafic vers les canaux de médias sociaux tels que Facebook, WhatsApp et Messenger.

1.3 Téléphonie fixe

Au 31 décembre 2020, nous servions 1.171.800 abonnés à la téléphonie fixe, ce qui représente une diminution de 3 % par rapport à la même période de l'année dernière, ceci étant le reflet d'un déclin généralisé du marché et de la suppression de 3.800 RGU suite à la fusion susmentionnée de notre activité câble luxembourgeoise avec Eltrona. Par rapport au 30 septembre 2020, notre base d'abonnés en téléphonie fixe s'est réduite de 12.800 RGU en chiffres nets organiques au 4^e trimestre 2020 (exercice 2020 : -36.900). Le taux de désabonnement annualisé de notre service de téléphonie fixe a diminué 80 points de base au 4^e trimestre 2020 à 9,9% par rapport à la même période de l'année dernière, entraîné par l'impact COVID-19.

1.4 Téléphonie mobile

Notre base d'abonnés en téléphonie mobile, qui ne prend pas en compte les abonnés dans le cadre de nos partenariats commerciaux 'wholesale' et nos clients PME, atteignait 2.815.700 abonnés à la fin du 4e trimestre 2020, dont 2.433.900 abonnés en postpayé. Les 381.800 abonnés mobiles restants sont des abonnés en prépayé sous la marque BASE. Grâce notamment au succès de nos offres FMC, nous avons réussi à augmenter notre base d'abonnés mobiles en postpayé au 4e trimestre 2020 avec un gain net de 17.300 nouvelles SIM (exercice 2020 : 70.100). Notre base d'abonnés en prépayé a diminué de 23.300 SIM au 4^e trimestre en raison d'une baisse drastique de la fréquentation dans nos boutiques due à la pandémie de Covid-19 et de la suppression de certaines cartes SIM.

1.5 Télévision

TOTAL TELEVISION CÂBLÉE

Au 31 décembre 2020, les abonnés à nos services de télévision de base et premium atteignaient au total 1.811.700 RGU, ceci en tenant compte du retrait de 9.200 abonnés à la télévision suite à la fusion entre SFR-Coditel et Eltrona. Cela représente une perte nette organique de 10.800 abonnés à la télévision au 4^e trimestre 2020 (exercice 2020 : -45.700). Cette perte nette ne tient pas compte des migrations vers nos services de télévision premium et représente les clients qui se désabonnent au profit de plateformes de concurrents, comme d'autres fournisseurs de services de télévision numérique, OTT et satellite, ou les clients qui résilient leur abonnement TV ou quittent la zone couverte par nos services. Au sein du mix d'abonnés à la télévision, la proportion d'abonnés à la télévision analogique de base a continué à se réduire pour s'établir à 123.700 au 31 décembre 2020. En octobre 2019, nous avons lancé notre campagne « Signal Switch » afin d'anticiper l'arrêt des signaux analogiques, tant en radio qu'en télévision, pour fin 2021. Cela libérera de la capacité sur le réseau pour le trafic numérique sans cesse croissant. Nous avons décidé de reporter temporairement ce projet en raison des mesures de précaution prises dans le cadre de la crise du Covid-19. Ce projet sera relancé au cours du 1^{er} trimestre 2021 et nous restons déterminés à achever la migration d'ici la fin de l'année.

TÉLÉVISION PREMIUM

Au 31 décembre 2020, 1.688.000 abonnés à la télévision avaient opté pour nos services de télévision premium, générant un ARPU plus élevé, ce qui leur permet de profiter d'une expérience TV enrichie, avec notamment l'accès gratuit à notre application « Yelo Play » grâce à laquelle ils bénéficient d'une expérience unique en termes de contenu sur plusieurs appareils connectés à leur domicile et en déplacement. Cela inclut notre toute dernière plate-forme de télévision numérique, comprenant notre décodeur nouvelle génération basé sur le Cloud avec des capacités de reconnaissance vocale, que nous avons lancée fin avril 2019. L'appli Telenet TV est également disponible sur Apple TV et Android depuis la mi-décembre 2020. Grâce à cette « media box », les clients peuvent transférer leur expérience TV habituelle vers un second écran de télévision partout dans l'Union européenne et sans décodeur supplémentaire. Le total d'abonnés à nos services de télévision premium a enregistré une petite perte nette de 3.100 RGU au 4^e trimestre 2020 (exercice 2020 : -4.700), le résultat trimestriel ayant été impacté par une légère augmentation du taux de désabonnement liée à la révision tarifaire d'octobre 2020 et par la suspension temporaire de notre campagne « Signal switch ».

À la mi-septembre, nous avons lancé « Streamz », un service unique de streaming de DPG Media et Telenet, dans lequel nous détenons une participation de 50 %. Par voie de conséquence, ni les résultats financiers ni les résultats opérationnels de la coentreprise ne sont consolidés dans nos comptes. Comme nous offrons à la fois « Streamz » et « Streamz+ » directement aux clients par le biais de notre plate-forme de télévision numérique, nous continuerons d'inclure le nombre de clients en divertissement premium que nous servons directement. Les revenus générés par ces abonnés directs au divertissement premium n'en sont pas affectés et restent inclus dans nos revenus d'abonnement à la télévision, tandis que les coûts liés au contenu sont comptabilisés en coûts directs (charges liées à la programmation) et ont par conséquent un impact sur l'Adjusted EBITDA. Veuillez vous reporter au point 2. *Faits marquants sur le plan financier* pour de plus amples informations.

Suite au lancement du service de streaming « StreamZ », nous avons introduit un nouveau produit « StreamZ+ » et rebaptisé « StreamZ » l'ancien produit « Play » à côté duquel « Play More » continue d'exister. Nous sommes convaincus que notre plate-forme OTT conjointe bénéficie d'une position unique, combinant les meilleures séries produites localement de l'ensemble des diffuseurs locaux VTM, Play et Eén, auxquelles s'ajoutent les contenus internationaux à succès de HBO, en plus d'une vaste zone de contenus pour enfants, de films et de documentaires. StreamZ est accessible à tous via l'appli StreamZ, en ligne sur Streamz.be et par le biais de notre plate-forme de télévision numérique. Le nombre total de clients abonnés aux forfaits de divertissement premium « StreamZ », « StreamZ+ » et « Play More » était 413.400 à la fin du 4e trimestre 2020, un chiffre inchangé par rapport au 30 septembre 2020.

À la fin du 4^e trimestre 2020, nous comptons 222.100 clients « Play Sports », ce qui représente un gain net de 8.800 abonnés par rapport au 30 septembre 2020. Cette solide performance continue était similaire à la tendance du 3^e trimestre 2020, favorisée par l'accord conclu avec Eleven Sports pour la diffusion du championnat belge de football. Contrairement au contrat précédent, le coût du nouveau contrat portant sur le football belge sera comptabilisé en tant que coût direct (frais liés à la programmation) et aura par conséquent un impact sur notre Adjusted EBITDA. Veuillez vous reporter au point 2. *Faits marquants sur le plan financier* pour de plus amples informations. Par ailleurs, « Play Sports » continue de diffuser plusieurs autres compétitions internationales de football, comme la Premier League britannique en exclusivité et – via les chaînes d'Eleven Sports – La Liga, Serie A et Bundesliga 1. D'autres sports comme le cyclo-cross, le basket-ball, le hockey, le tennis, le golf et les sports moteurs, sont aussi inclus dans notre offre sportive étendue.

2 Faits marquants sur le plan financier

CHANGEMENT IMPORTANT DE RAPPORTS:

Croissance en base remaniée : Pour calculer les chiffres de croissance en base remaniée sur une base comparable pour les trois mois clôturés au 31 décembre et l'exercice clôturé au 31 décembre 2020, nous avons adapté les produits et l'Adjusted EBITDA historiques de manière à (i) inclure les produits et l'Adjusted EBITDA pré-acquisition de De Vijver Media (entièrement consolidée depuis le 3 juin 2019) dans les montants en base remaniée, (ii) exclure les produits et l'Adjusted EBITDA de notre ancienne filiale luxembourgeoise de câblodistribution Coditel S.à r.l. (déconsolidée à compter du 1er avril 2020) et (iii) refléter les changements relatifs au traitement IFRS de certains contrats en matière de droits sur le contenu pour la période 1er août - 31 décembre dans nos montants en base remaniée pour les trois mois clôturés au 31 décembre 2019 et l'exercice clôturé au 31 décembre 2019, ceci dans la même proportion que les produits et l'Adjusted EBITDA des entités en question et les effets comptables inclus dans nos résultats pour les trois mois clôturés au 31 décembre 2020 et l'exercice clôturé au 31 décembre 2020. Voir *Définitions* pour d'autres explications. Pour plus d'informations sur l'écart entre nos résultats financiers rapportés et remaniés, nous renvoyons à l'Annexe au présent communiqué de presse.

Affectation des produits d'abonnement liés aux forfaits : Suite au récent remaniement de notre portefeuille autonome en Internet haut débit, une part moins importante des revenus provenant de nos forfaits fixes et FMC est allouée aux revenus en Internet haut débit à compter du 1er janvier 2020. Cela a un impact négatif sur notre chiffre d'affaires en Internet haut débit, ceci étant entièrement compensé par une allocation plus élevée aux revenus en télévision, téléphonie fixe et téléphonie mobile. Le changement précité a aussi un impact sur l'ARPU par relation client (car celui-ci n'inclut pas les revenus de téléphonie mobile), mais n'a aucun impact sur nos revenus d'abonnement totaux.

Cadre comptable de la coentreprise Streamz et des droits de diffusion du football belge : À la mi-septembre, nous avons lancé « Streamz », un service unique de streaming de DPG Media et Telenet, dans lequel nous détenons une participation de 50%. Par voie de conséquence, ni les résultats financiers ni les résultats opérationnels de la coentreprise ne sont consolidés dans nos comptes. Comme nous offrons à la fois « Streamz » et « Streamz + » directement aux clients par le biais de notre plate-forme de télévision numérique, nous continuerons d'inclure le nombre de clients en divertissement premium que nous servons directement. Les revenus générés par ces abonnés directs au divertissement premium n'en sont pas affectés et restent inclus dans nos revenus d'abonnement à la télévision, tandis que les coûts liés au contenu sont comptabilisés en coûts directs (charges liées à la programmation) et ont par conséquent un impact sur l'Adjusted EBITDA. En août 2020, nous avons signé un contrat de cinq ans avec Eleven Sports pour la diffusion du championnat belge de football. Contrairement au contrat précédent, le coût du nouveau contrat portant sur le football belge sera comptabilisé en tant que coût direct (frais liés à la programmation) et aura par conséquent un impact sur notre Adjusted EBITDA. Les deux changements ont un impact sur nos charges (opérationnelles) et notre Adjusted EBITDA à compter du troisième trimestre 2020. Nous indiquons les changements en base remaniée d'une année à l'autre pour permettre aux investisseurs, tout comme aux analystes, d'évaluer nos résultats financiers sur une base comparable.

État retraité de la situation financière au 31 décembre 2019 : Au cours du 1er trimestre 2020, Telenet a achevé la comptabilisation de l'acquisition échelonnée de De Vijver Media conclue le 3 juin 2019 (« allocation du prix d'acquisition »), ce qui a entraîné la reconnaissance de 4,6 millions € de passifs d'impôt différé via le goodwill. L'état consolidé résumé de la situation financière au 31 décembre 2019 a été retraité en conséquence.

Allocation du prix d'achat pour l'acquisition de Native Nation : L'état de la situation financière de la Société au 31 décembre 2019 a été retraité de manière à refléter l'impact rétroactif de l'allocation du prix d'achat (« purchase price allocation » ou PPA) et de l'alignement des politiques comptables pour l'acquisition de Native Nation, qui n'était pas encore disponible fin 2019. L'ajustement de juste valeur sur les

immobilisations incorporelles (6,9 millions €) était principalement lié aux noms commerciaux (2,8 millions €), aux relations clients (2,4 millions €) et à la technologie (1,7 million €) acquis. Compte tenu de l'impact en termes d'impôts différés des ajustements précités (1,7 million €), le goodwill a été réduit de 5,2 millions €. La comptabilisation de la juste valeur des immobilisations incorporelles n'a pas donné lieu à des charges d'amortissement supplémentaires significatives pour la période comprise entre la date d'acquisition (18 octobre 2019) et le 31 décembre 2019, si bien que le compte de résultat global consolidé pour les douze mois clôturés au 31 décembre 2019 n'a pas été retraité.

2.1 Produits

Pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2020, nous avons généré des produits pour 2.575,2 millions €, un chiffre globalement stable par rapport aux 2.583,9 millions € de l'exercice précédent. Nos produits pour l'exercice 2020 incluent une contribution pour l'exercice entier de la société de médias locaux De Vijver Media NV, dont nous avons acquis les 50 % de parts restantes le 3 juin 2019 et qui est consolidée intégralement à partir de cette date. À compter du 1^{er} avril 2020, nos résultats financiers ne comprennent plus la contribution de notre filiale luxembourgeoise de câblodistribution Coditel S.à r.l., qui a été fusionnée avec Eltrona dans laquelle nous détenons une participation de 50 % moins 1 action. Si l'on exclut ces deux effets non organiques, notre chiffre d'affaires en base remaniée pour l'exercice 2020 a diminué de près de 2 % (-1,9 %) par rapport à la même période de l'année précédente et reflète principalement la baisse de 11 % de nos autres produits due à la pandémie de Covid-19, comme indiqué ci-après.

Si l'on exclut les autres produits, notre chiffre d'affaires en base remaniée pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2020 est resté globalement stable (+0,4 % en glissement annuel), conformément à nos prévisions révisées pour l'exercice telles que présentées fin avril. Ce faisant, nous avons respecté nos prévisions quant au chiffre d'affaires en base remaniée de l'exercice, à savoir environ -2 % avec un chiffre globalement stable si l'on exclut les autres produits. Cette évolution globalement stable est attribuable (i) à la bonne tenue persistante de nos forfaits FMC à la fois dans le segment résidentiel et professionnel, (ii) à la montée en niveau de clients haut débit vers des forfaits offrant des vitesses supérieures et (iii) à l'avantage des révisions tarifaires d'août 2019 et octobre 2020. Cet effet a été presque entièrement contrebalancé par une baisse de 2 % de nos revenus d'abonnement à la télévision, ce qui reflète l'impact de la pandémie de Covid-19 sur notre offre de chaînes de télé sportives payantes et la baisse des revenus de VOD transactionnelle.

Au 4^e trimestre 2020, nos activités opérationnelles ont généré des produits de 665,1 millions €, ce qui représente une diminution de 1 % par rapport au 4^e trimestre 2019 sur une base rapportée, ceci reflétant en partie la cession de notre activité luxembourgeoise de câblodistribution comme indiqué ci-dessus. Si l'on exclut cet impact, notre chiffre d'affaires du trimestre en base remaniée a diminué d'un peu moins de 1 % (-0,9 %) en glissement annuel, principalement en raison de la baisse de 8 % des autres produits sous l'effet de la pandémie de Covid-19. Notre chiffre d'affaires en base remaniée au 4^e trimestre 2020 s'est encore amélioré par rapport au recul enregistré au 2^e trimestre 2020 et – dans une moindre mesure – au 3^e trimestre 2020. Cette amélioration en glissement trimestriel a été soutenue par une solide progression du produit des services aux entreprises de près de 11 % au 4^e trimestre 2020 et par l'amélioration de nos recettes publicitaires et revenus de production, qui ont renoué avec la croissance avec une hausse de près de 1 % en glissement annuel. Si l'on exclut les autres produits, notre chiffre d'affaires en base remaniée au 4^e trimestre 2020 a gagné un peu plus de 1 % par rapport au 4^e trimestre 2019.

TÉLÉVISION CÂBLÉE

Nos produits en télévision câblée comprennent les montants payés mensuellement par nos abonnés pour les chaînes de base qu'ils reçoivent et les revenus générés par nos abonnés à la télévision premium, ce qui inclut essentiellement (i) les montants récurrents pour la location des décodeurs, (ii) le coût des offres de contenu premium en supplément, y compris nos forfaits VOD « Streamz », « Streamz+ », « Play More » et « Play Sports », et (iii) les services transactionnels et de retransmission à la demande. Pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2020, notre chiffre d'affaires en télévision câblée a atteint 559,0 millions € (T4 2020 : 138,4 millions €), ce qui représente une diminution de 3 % par rapport à l'année précédente en base rapportée. Sur une base remaniée, à savoir sans l'impact inorganique de la vente de nos activités luxembourgeoises de câblodistribution en avril 2020, notre chiffre d'affaires en télévision câblée a diminué de 2 % en glissement

annuel. L'augmentation de la part de revenus provenant de nos forfaits FMC comme indiqué ci-avant et l'avantage de certaines révisions tarifaires ont été plus que contrebalancés par l'impact de la pandémie de Covid-19 sur nos offres de chaînes sportives payantes et la diminution des revenus de VOD transactionnelle suite au report de la sortie de nouveaux films et séries à succès.

INTERNET HAUT DÉBIT

Les revenus générés par les RGU en internet haut débit pour clients résidentiels et petites entreprises ont atteint 654,9 millions € au total en 2020 (T4 2020 : 166,5 millions €), un chiffre globalement stable par rapport à l'année précédente, à la fois en base rapportée et remaniée. Suite au récent remaniement de notre portefeuille autonome haut débit, une part moins importante des revenus provenant de nos forfaits fixes et FMC est allouée aux revenus en internet haut débit depuis le 1^{er} janvier 2020. Cela a eu un impact négatif sur notre chiffre d'affaires en internet haut débit, ceci étant entièrement compensé par une allocation plus élevée aux revenus en télévision, téléphonie fixe et téléphonie mobile. Ce glissement dans notre mix de revenus a entièrement contrebalancé (i) la hausse des revenus en haut débit liés au segment SOHO B2B grâce à de solides ventes pour le pack FMC « KLIK », (ii) les révisions tarifaires d'août 2019 et octobre 2020, (iii) le nivellement constant vers le haut de notre clientèle internet haut débit et (iv) l'impact positif du Covid-19 sur le taux de désabonnement.

TÉLÉPHONIE FIXE

Nos produits en téléphonie fixe comprennent les revenus d'abonnements récurrents de nos abonnés à la téléphonie fixe et les revenus variables liés à l'utilisation, à l'exception des revenus d'interconnexion générés par ces clients, qui sont comptabilisés sous les autres produits. Pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2020, nos produits en téléphonie fixe ont augmenté de 3 % en glissement annuel, à la fois en base rapportée et remaniée, pour s'établir à 225,2 millions € (T4 2020 : 55,2 millions €). Cette hausse est principalement attribuable (i) à l'impact favorable de la réaffectation susmentionnée des revenus de forfaits fixes et FMC, (ii) aux révisions tarifaires d'août 2019 et octobre 2020 et (iii) à la hausse des revenus liés à l'utilisation résultant d'une tendance croissante aux appels sur ligne fixe durant la pandémie de Covid-19.

TÉLÉPHONIE MOBILE

Nos produits en téléphonie mobile comprennent les revenus liés aux abonnements générés par nos abonnés directs à la téléphonie mobile et les revenus hors forfaits, à l'exception (i) des revenus d'interconnexion générés par ces clients, (ii) des revenus issus des ventes d'appareils et (iii) des revenus comptabilisés sous nos programmes « Choisissez votre appareil » qui sont tous repris sous les autres produits. Pour l'exercice 2020, nous avons généré des revenus en téléphonie mobile de 451,2 millions € (T4 2020 : 113,4 millions €), soit une augmentation d'un peu plus de 1 % en glissement annuel tant en base rapportée que remaniée. Cette hausse est principalement attribuable à l'impact favorable de la réaffectation susmentionnée des revenus de forfaits fixes et FMC et de la solide croissance nette persistante des abonnés en postpayé, soutenue par des montées de gamme et des ventes croisées vers les forfaits FMC du segment supérieur. Ces éléments favorables ont été presque entièrement contrebalancés par (i) la diminution des revenus hors forfait générés par nos abonnés mobiles au-delà de leur forfait mensuel, ceci en raison de nos offres quadruple play « WIGO » améliorées et du glissement vers les offres mobiles autonomes illimitées sous les marques Telenet et BASE, (ii) la baisse des revenus prépayés suite à la diminution constante du nombre d'abonnés en prépayé et à la baisse des rechargements due à la pandémie de Covid-19 et (iii) l'augmentation des remises liées aux forfaits suite au succès de nos offres quadruple play « WIGO ».

SERVICES AUX ENTREPRISES

Les produits attribués aux services aux entreprises comprennent (i) les revenus générés sur les produits non coaxiaux, y compris la fibre et les lignes DSL louées, (ii) les revenus de téléphonie mobile générés par nos clients PME, (iii) nos activités d'opérateur, et (iv) des services à valeur ajoutée tels que l'hébergement réseau et les services gérés de protection des données. Les produits liés à nos services aux entreprises comprennent également les revenus générés par l'intégrateur ICT local Nextel, acquis le 31 mai 2018. Les revenus générés par nos clients professionnels sur l'ensemble des produits liés au câble, comme notre pack de référence « KLIK », sont attribués aux revenus d'abonnement au câble et ne sont pas repris dans Telenet Business, notre division de services aux entreprises.

Telenet Business a généré un chiffre d'affaires de 207,7 millions € sur l'exercice clôturé au 31 décembre 2020 (T4 2020 : 58,6 millions €), ce qui représente, en base rapportée et remaniée, une augmentation de 1 % et 2 % respectivement par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation est principalement attribuable à (i) des revenus de téléphonie fixe en hausse grâce aux bonnes performances des services intégrateur ICT et, cloud, (ii) une hausse des revenus liés à la sécurité et (iii) des revenus croissants sur notre portefeuille « Corporate Fibernet », ce qui a entièrement compensé la baisse (iv) des revenus de consommation de données mobiles par les PME liée au Covid-19 et (v) des revenus d'interconnexion vu le déclin progressif des SMS traditionnels. Les revenus des services aux entreprises au 4e trimestre 2020 ont augmenté de 10 % et 11 % respectivement en base rapportée et remaniée, sous l'effet des mêmes facteurs que ceux mentionnés ci-dessus.

AUTRES PRODUITS

Les autres produits comprennent principalement (i) les revenus d'interconnexion provenant de nos clients en téléphonie à la fois fixe et mobile, (ii) les recettes publicitaires et revenus de production de De Vijver Media NV, entièrement consolidée à compter du 3 juin 2019, (iii) les ventes d'appareils mobiles, y compris les revenus générés par nos programmes « Choisissez votre appareil », (iv) les revenus wholesale générés par nos activités wholesale à la fois commerciales et réglementées, (v) les frais d'activation et d'installation et (vi) le produit des ventes de décodeurs.

Nos autres produits ont atteint 477,2 millions € en 2020 (T4 2020 : 133,0 millions €), un chiffre en recul de 2 % sur une base rapportée, De Vijver Media ayant contribué pour l'année entière, contre seulement sept mois l'année précédente. Sur une base remaniée, nos autres produits ont subi un net recul de 11 % en glissement annuel, ceci étant le résultat (i) d'une baisse de 19 % en base remaniée des revenus d'interconnexion en raison du ralentissement du trafic SMS et de la diminution des revenus liés au roaming des visiteurs due essentiellement au Covid-19, (ii) d'une baisse de 14 % en base remaniée des recettes publicitaires et des revenus de production chez De Vijver Media et (iii) d'une diminution de 14 % en base remaniée du produit des ventes de combinés. L'évolution trimestrielle de nos autres produits s'est améliorée au 4e trimestre 2020, mais en glissement annuel, elle reste en recul de 8 % à la fois en base rapportée et remaniée. Cette baisse est principalement attribuable à la diminution des revenus liés à l'interconnexion et aux combinés, en partie compensée par la hausse des recettes publicitaires et des revenus de production chez De Vijver Media, qui ont augmenté de 1 % par rapport au 4e trimestre de l'an dernier.

2.2 Charges

Sur l'exercice clôturé au 31 décembre 2020, nous avons engagé des charges pour un total de 1.981,1 millions €, ce qui représente une augmentation de 4 % par rapport à l'année précédente. Nos charges totales pour 2020 reflètent (i) les impacts non organiques susmentionnés de l'acquisition de De Vijver Media et de la fusion entre SFR-Coditel et Eltrona et (ii) une dépréciation de goodwill de 32,9 millions € sur De Vijver Media suite à la réévaluation de son plan stratégique. Les charges totales représentaient environ 77 % des produits pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2020 (exercice 2019 : environ 73 %). Le coût des services fournis représentait, en pourcentage, environ 54 % des produits pour l'exercice 2020 (exercice 2019 : environ 52 %), tandis que les frais de vente et les frais généraux et administratifs représentaient environ 23 % du total des produits en 2020 (exercice 2019 : environ 21 %).

Nos charges d'exploitation, qui comprennent (i) les frais d'exploitation du réseau, (ii) les coûts directs, (iii) les frais de personnel, (iv) les frais de vente et de marketing, (v) les frais de sous-traitance et de services professionnels et (vi) les autres coûts indirects, ont diminué de près de 1 % en base rapportée sur l'exercice clôturé au 31 décembre 2020 en dépit des impacts non organiques précités et des changements dans le traitement IFRS de certains coûts liés au contenu pour les packs de divertissement premium et les droits de retransmission du football belge à cause de changements liés aux contrats sous-jacents (voir 2 *Faits marquants sur le plan financier* pour de plus amples informations). Sur une base remaniée, nos charges d'exploitation ont diminué de près de 5 % sur l'exercice 2020 par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse résulte principalement (i) d'une diminution de 8 % (46,1 millions €) de nos coûts directs en raison d'une baisse significative des frais d'interconnexion et de roaming et des coûts liés aux achats de combinés durant la pandémie de Covid-19, (ii) d'une baisse de 26 % (9,8 millions €) des frais de sous-traitance, (iii) d'une diminution de 4 % (4,3 millions €) de nos frais de vente et de marketing due principalement au ralentissement

de l'activité commerciale au 1er semestre 2020 en raison du Covid-19, malgré une remontée attendue au 2e semestre 2020 avec la reprise de l'activité commerciale, et (iv) d'une diminution de 2 % de nos coûts indirects, principalement en raison de la baisse des dépenses en IT et centres d'appel externalisés.

Au 4e trimestre 2020, les charges totales ont atteint 538,1 millions € par rapport à 501,0 millions € au 4e trimestre 2019. Cette augmentation de près de 2 % en glissement annuel sur une base rapportée et qui peut être largement attribué aux changements susmentionnés dans le traitement comptable IFRS de certains coûts liés au contenu pour les packs de divertissement premium et les droits de retransmission du football belge à cause de changements liés aux contrats sous-jacents ainsi que l'impact non organique susmentionné de la fusion entre SFR-Coditel et Eltrona. Sur une base remaniée, nos charges d'exploitation affichent un net recul de plus de 2 %, la baisse des coûts directs et des coûts liés à la sous-traitance et aux services professionnels ayant plus que compensé l'augmentation des frais de personnel et des autres coûts indirects au quatrième trimestre.

COÛTS D'EXPLOITATION DU RÉSEAU

Les charges d'exploitation du réseau pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2020 ont atteint 198,2 millions € (T4 2020 : 48,4 millions €), soit une augmentation de plus de 1 % en glissement annuel à la fois en base rapportée et remaniée. Cette augmentation est liée à la hausse des coûts du réseau central et à une proportion plus élevée de visites techniques chez les clients vu la progression du télétravail dans le cadre de la pandémie de Covid-19.

COÛTS DIRECTS (PROGRAMMATION ET DROITS D'AUTEUR, INTERCONNEXION ET AUTRES)

Nos coûts directs comprennent toutes les dépenses directes, notamment les coûts liés (i) à la programmation et aux droits d'auteur, y compris, à compter du 3e trimestre 2020, les coûts liés à l'achat de contenus pour nos packs « Streamz », « Streamz+ » et « Play More » ainsi que les frais liés aux droits de diffusion du football belge, (ii) à l'interconnexion et (iii) aux ventes de combinés et aux subsides. Pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2020, nos coûts directs ont atteint 514,4 millions €, soit une baisse de 2 % par rapport à l'exercice 2019. Sur une base remaniée, nos coûts directs pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2020 ont diminué de 8 % en glissement annuel en raison d'une baisse significative des frais d'interconnexion et de roaming et d'une réduction des frais de programmation. Au 4e trimestre 2020, nos coûts directs ont atteint 144,9 millions €, un chiffre en hausse de près de 1 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Sur une base remaniée, nos coûts directs affichent une diminution de près de 8 % en glissement annuel, en raison de la baisse des coûts d'interconnexion et des frais de programmation.

FRAIS DE PERSONNEL

Les frais de personnel pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2020 s'établissent à 271,1 millions € (T4 2020 : 73,2 millions €), ce qui représente une augmentation de 4 % par rapport à l'exercice précédent et ce qui reflète les impacts non organiques précités. Sur une base remaniée, les frais de personnel pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2020 ont augmenté de près de 1 % par rapport à l'exercice précédent et reflètent une augmentation de l'effectif moyen par rapport à l'année précédente.

FRAIS DE VENTE ET DE MARKETING

Nos frais de vente et de marketing pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2020 s'établissent à 95,6 millions €, ce qui représente une baisse de 1 % en glissement annuel due à l'impact du Covid-19 sur notre activité de marketing et de vente au détail. Sur une base remaniée, les frais de vente et de marketing ont diminué de 4 % en glissement annuel en 2020, globalement pour la même raison. Au 4e trimestre 2020, les frais de vente et de marketing ont atteint 32,4 millions €, soit une hausse de 2 % par rapport au 4e trimestre 2019. Sur une base remaniée, les frais de vente et de marketing ont augmenté de 2 % par rapport au même trimestre de l'année précédente en raison des campagnes de promotion de fin d'année et d'une intensification attendue de notre activité commerciale.

SOUS-TRAITANCE ET SERVICES PROFESSIONNELS

Les coûts liés à la sous-traitance et aux services professionnels pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2020 ont atteint 28,4 millions € (T4 2020 : 7,3 millions €), soit une baisse de 26 % à la fois en base rapportée et remaniée en raison de la pandémie de Covid-19 et d'une maîtrise constante et rigoureuse des coûts.

AUTRES COÛTS INDIRECTS

Les autres coûts indirects ont atteint 89,5 millions € pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2020 (T4 2020 : 22,0 millions €), ce qui représente une diminution de 1 % par rapport à l'exercice précédent sur une base rapportée. Sur une base remaniée, les autres coûts indirects ont diminué de 2 % en glissement annuel sous l'effet, principalement, d'une diminution des dépenses en IT et grâce à une attention constante pour le levier opérationnel et à une stricte maîtrise des coûts.

AMORTISSEMENTS ET RESTRUCTURATION, Y COMPRIS LA DÉPRÉCIATION D'ACTIFS AVEC UNE DURÉE DE VIE LONGUE ET LE GAIN SUR LA VENTE D'ACTIFS

Les amortissements, y compris la dépréciation d'actifs avec une durée de vie longue, le gain sur la cession d'actifs et les charges de restructuration, ont atteint 738,8 millions € pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2020 (T4 2020 : 186,1 millions €), contre 676,2 millions € pour l'année précédente, et incluent les 32,9 millions € de dépréciation de goodwill susmentionnés.

2.3 Résultat net**PRODUITS FINANCIERS ET CHARGES FINANCIÈRES**

Sur l'exercice clôturé au 31 décembre 2020, les charges financières nettes ont atteint au total 233,1 millions €, contre 332,2 millions € en 2019, ce qui représente une amélioration de 30 % en glissement annuel. Les produits financiers sont passés de 24,7 millions € l'année précédente à 241,1 millions € pour l'exercice 2020. Cette augmentation considérable en glissement annuel reflète principalement un gain de change hors trésorerie de 240,2 millions € sur notre dette libellée en USD en 2020, par rapport à un gain hors trésorerie sur nos produits dérivés de 23,9 millions € en 2019. Comme indiqué sous 2.8 *Profil de dette, solde de trésorerie et ratio de dette nette*, notre dette libellée en USD a été couverte jusqu'aux dates d'échéance respectives, ce qui a limité l'impact des écarts de change sur nos flux de trésorerie. Les charges financières pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2020 ont augmenté de 33 % pour s'établir à 474,2 millions €, contre 356,9 millions € en 2019. Les charges financières pour l'exercice 2020 comprenaient (i) une perte hors trésorerie de 252,2 millions € sur les produits dérivés, (ii) une charge d'intérêt, pertes de change et autres charges financières nettes de 206,8 millions € et (iii) une perte de 15,2 millions € sur l'extinction de dettes suite au refinancement, en janvier 2020, de nos facilités de prêt à terme libellées tant en EUR qu'en USD.

Les charges financières nettes au 4e trimestre 2020 s'établissent à 79,8 millions €, contre 37,2 millions € au 4e trimestre 2019, et incluent un gain de change hors trésorerie de 115,4 millions € sur notre dette libellée en USD. Les charges financières nettes au 4e trimestre 2020 reflètent également une perte hors trésorerie de 148,4 millions € sur nos produits dérivés, par rapport à une perte hors trésorerie de 16,3 millions € sur nos dérivés au 4e trimestre de l'année précédente.

GAIN (PERTE) SUR LA VENTE D'ACTION D'UNE FILIALE

Pour l'exercice 2020, nous avons enregistré un gain de 27,5 millions € sur la cession de parts dans une filiale.

IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Nous avons enregistré une charge d'impôt sur le résultat de 50,7 millions € pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2020 (T4 2020 : 7,2 millions €), contre 117,9 millions € en 2019. Notre charge d'impôt sur le résultat pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2020 a été influencée favorablement par la comptabilisation de la déduction d'impôt sur le résultat pour innovation au premier trimestre 2020, ce qui inclut un effet non récurrent des déductions relatives aux périodes antérieures.

RÉSULTAT NET

Nous avons réalisé un bénéfice net de 338,5 millions € sur l'exercice clôturé au 31 décembre 2020, contre 234,6 millions € l'année précédente. L'augmentation de 44 % de notre bénéfice net est principalement attribuable (i) à la baisse significative des charges financières nettes sur la période, (ii) à la diminution des charges d'impôt sur le résultat comme indiqué plus haut et (iii) au gain susmentionné sur la cession de parts dans une filiale. Sur l'exercice clôturé au 31 décembre 2020, nous avons réalisé une saine marge bénéficiaire nette de 13,1 %, contre 9,1 % l'année précédente.

Le bénéfice net pour le 4e trimestre 2020 est de 40,4 millions €, contre 91,7 millions € au 4e trimestre de l'année précédente. Les 56% de baisse en glissement annuel proviennent d'une perte hors trésorerie sur nos instruments financiers dérivés de 148,4 millions € au 4e trimestre 2020 et d'une diminution de 26% en glissement annuel de notre bénéfice d'exploitation. Notre marge bénéficiaire nette s'établit à 6,1 % au 4e trimestre 2020, contre 13,6 % au 4e trimestre 2019.

2.4 Adjusted EBITDA

Pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2020, nous avons réalisé un Adjusted EBITDA de 1.378,0 millions €, un chiffre globalement stable par rapport aux 1.375,4 millions € réalisés sur l'exercice 2019. Notre Adjusted EBITDA pour les douze mois de 2020 inclut les effets (i) de l'acquisition de De Vijver Media (consolidée par intégration globale depuis le 3 juin 2019), (ii) de la cession de notre ancienne activité luxembourgeoise de câblodistribution (déconsolidée à compter du 1er avril 2020) et (iii) des changements dans le traitement IFRS de certains coûts liés au contenu pour les packs de divertissement premium et les droits de retransmission du football belge, en raison de modifications liées aux contrats sous-jacents (voir 2 *Faits marquants sur le plan financier* pour de plus amples informations). Sur une base remaniée, si l'on exclut ces impacts, notre Adjusted EBITDA présente une légère hausse de moins de 1 % (+0,5 %) pour l'exercice 2020, ceci résultant d'une diminution (i) de 8 % de nos coûts directs, (ii) de 24 % des frais de sous-traitance, (iii) de 4 % de nos frais de vente et de marketing et (iv) de 2 % de nos coûts indirects. Ce faisant, nous avons respecté notre prévision d'Adjusted EBITDA revue à la hausse pour l'exercice 2020 – d'environ moins 1 % à globalement stable – telle que communiquée par la publication de nos résultats pour le 3e trimestre 2020. Nous avons réalisé une marge d'Adjusted EBITDA de 53,5 % sur l'exercice 2020, contre 53,2 % en 2019. Sur une base remaniée, nous avons réussi à étendre notre marge d'Adjusted EBITDA de 130 points de base par rapport à l'année précédente.

Au 4e trimestre 2020, nous avons réalisé un Adjusted EBITDA de 336,9 millions €, ce qui représente une baisse de 4 % par rapport à la même période de l'exercice précédent où l'Adjusted EBITDA atteignait 350,9 millions €, ceci reflétant l'impact de la cession précitée de notre activité luxembourgeoise de câblodistribution et le changement du traitement comptable pour les droits de retransmission du football belge et le contenu premium, en raison de modifications des contrats sous-jacents. Sur une base remaniée, notre Adjusted EBITDA au 4e trimestre 2020 a augmenté de presque 1 % (+0,7%) par rapport à la même période de l'année précédente grâce à une diminution (i) des coûts directs et (ii) des coûts liés à la sous-traitance et aux services professionnels. Nous avons réalisé une marge d'Adjusted EBITDA de 50,7 % sur le trimestre, contre 52,1 % sur la même période de l'année précédente en base rapportée. En base remaniée, nous avons réussi à améliorer notre marge d'Adjusted EBITDA de 80 points de base par rapport au 4e trimestre 2019.

Tableau 1 : Rapprochement entre le bénéfice sur la période et l'Adjusted EBITDA (non audité)

(en millions €)	Pour la période de trois mois se terminant au			Pour l'exercice se terminant au		
	31 décembre			31 décembre		
	2020	2019	Variation %	2020	2019	Variation %
Bénéfice de la période	40,4	91,7	(56)%	338,5	234,6	44 %
Impôts	7,2	44,1	(84) %	50,7	117,9	(57) %
Quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence	(1,4)	(0,7)	100 %	(0,7)	0,9	N.M.
Perte (gain) sur la vente d'actifs/passifs liés à une filiale ou une coentreprise	1,0	—	100%	(27,5)	(0,1)	N.M.
Charges (produits) financières nettes	79,8	37,2	115 %	233,1	332,2	(30) %
Amortissements, dépréciations et gains sur la vente d'actifs	196,5	176,8	11 %	743,9	675,5	10 %
EBITDA	323,5	349,1	(7)%	1 338,0	1 361,0	(2)%
Rémunération en actions	11,0	2,2	400 %	29,8	13,0	129 %
Charges d'exploitation liées aux acquisitions ou cessions	2,2	0,2	1 000	5,3	0,7	657 %
Coûts de restructuration	0,2	(0,6)	N.M.	5,5	0,7	686 %
Ajustements pendant la période de mesure liés aux acquisitions d'entreprise	—	—	—%	(0,6)	—	100%
Adjusted EBITDA	336,9	350,9	(4)%	1 378,0	1 375,4	— %
Marge Adjusted EBITDA	50,7 %	52,1 %		53,5 %	53,2 %	
Marge bénéfice net	6,1 %	13,6 %		13,1 %	9,1 %	

N.M. - Not Meaningful (Non Significatif)

2.5 Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement à imputer ont atteint 597,0 millions € pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2020, ce qui représente une augmentation de près de 2 % par rapport à l'exercice précédent et qui équivaut à environ 23 % du chiffre d'affaires de la période. Nos dépenses d'investissement à imputer pour l'exercice 2020 incluent l'impact de (i) l'acquisition de De Vijver Media (consolidée par intégration globale depuis le 3 juin 2019), (ii) la cession de notre ancienne activité luxembourgeoise de câblodistribution (déconsolidée à compter du 1^{er} avril 2020), (iii) l'augmentation significative des dépenses d'investissement à imputer liée aux contrats de location selon la norme comptable IFRS 16 et (iv) la comptabilisation des droits de retransmission de la Belgian Jupiler Pro League de football au troisième trimestre 2020. Pour l'exercice 2019, les dépenses d'investissement à imputer incluaient la comptabilisation des droits de retransmission de la Premier League britannique pour une période de trois saisons. Conformément au référentiel IFRS de l'UE, ces droits de retransmission ont été actés en tant qu'immobilisation incorporelle et seront amortis à mesure que la saison progresse. Si l'on exclut la reconnaissance des certains ajouts d'immobilisations liés à la location dans les deux périodes, nos dépenses d'investissement à imputer pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2020 ont diminué de 1 % en glissement annuel et représentent environ 21 % de notre chiffre d'affaires en 2020.

Au 4^e trimestre 2020, nos dépenses d'investissement à imputer ont augmenté de 7 %, passant de 158,7 millions € au 4^e trimestre de l'année précédente à 169,5 millions €, ce qui équivaut à environ 26 % du chiffre d'affaires du trimestre. Nos dépenses d'investissement à imputer pour le 4^e trimestre 2020 incluent beaucoup plus de dépenses d'investissement pour des ajouts d'immobilisations liés à la location par rapport à la même période de l'exercice précédent. Si l'on exclut la reconnaissance des certains ajouts d'immobilisations liés à la location dans les deux périodes, nos dépenses d'investissement à imputer représentaient environ 21 % de notre chiffre d'affaires du trimestre et ont diminué de 9 % en glissement annuel.

Les dépenses d'investissement liées aux équipements privés d'abonnés, comprenant les dépenses en boîtiers décodeurs, modems et lignes Wi-Fi, ont atteint 93,8 millions € en 2020 (T4 2020 : 19,7 millions €).

Cela représente, par rapport à l'exercice précédent, une diminution de 2 % liée à la pandémie de Covid-19, alors que le chiffre de 2019 reflétait l'augmentation des investissements liée au succès de nos campagnes de connectivité à domicile et au lancement de notre décodeur nouvelle génération. Les dépenses d'investissement liées aux équipements privés d'abonnés pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2020 représentaient environ 16 % de nos dépenses totales d'investissement à imputer (à l'exclusion de la comptabilisation de certains droits de diffusion du football).

Les dépenses d'investissement à imputer pour le développement et la modernisation du réseau s'élevaient à 77,6 millions € pour l'exercice 2020 (T4 2020 : 19,2 millions €), soit une diminution de 29 % par rapport à l'exercice précédent, un chiffre qui reflète avant tout l'achèvement de nos programmes d'amélioration des infrastructures réseau, fixes comme mobiles, et dans une moindre mesure l'impact du Covid-19 sur nos activités de terrain. Pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2020, les dépenses d'investissement liées au réseau représentaient environ 13 % de la totalité des dépenses d'investissement à imputer (à l'exclusion de la comptabilisation des droits de retransmission du football).

Les dépenses d'investissement en produits et services, qui recouvrent entre autres nos investissements dans le développement de produits et la mise à niveau de nos plateformes et systèmes IT, ont atteint 153,4 millions € en 2020 (T4 2020 : 44,2 millions €). Ceci représente une solide augmentation de 37 % en glissement annuel, ce qui reflète la hausse des dépenses liées à notre programme de mise à niveau IT. Pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2020, les dépenses d'investissement pour les produits et services représentaient environ 26 % de la totalité des dépenses d'investissement à imputer (à l'exclusion de la comptabilisation de certains droits de retransmission du football).

Les autres dépenses d'investissement à imputer comprennent (i) des rénovations et remplacements d'équipements réseau, (ii) des frais de programmation et d'acquisition de contenus sportifs, y compris certains contenus acquis par De Vijver Media, (iii) certains investissements récurrents dans notre plate-forme et nos systèmes IT et (iv) des dotations aux locations. Celles-ci ont atteint 272,2 millions € pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2020 (T4 2020 : 86,4 millions €), ce qui représente une augmentation de 1 % par rapport à l'exercice précédent.

Ce qui précède implique que 55% des dépenses d'investissement pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2020 (à l'exclusion de la comptabilisation de certains droits de retransmission du football) étaient évolutives et liées à la croissance du nombre d'abonnés. Nous continuons à surveiller étroitement nos dépenses d'investissement afin qu'elles soient porteuses de rendements croissants.

Tableau 2 : Rapprochement entre les investissements à imputer et les investissements nets (non audité)

(en millions €)	Pour la période de trois mois se terminant au			Pour l'exercice se terminant au		
	31 décembre			31 décembre		
	2019	2018	Variation %	2020	2019	Variation %
Dépenses d'investissement à imputer	169,5	158,7	7 %	597,0	586,9	2 %
Actifs via des dispositifs de financement par le fournisseur lié au capital	(16,3)	(23,3)	(30) %	(80,8)	(210,6)	(62) %
Actifs via des contrats de location	(43,3)	(11,2)	287 %	(90,6)	(64,1)	41 %
Variations en passifs courants liés aux investissements	25,3	(0,5)	N.M.	46,2	99,7	(54) %
Dépenses d'investissement en espèces	135,2	123,7	9 %	471,8	411,9	15 %

2.6 Flux de trésorerie opérationnel disponible

Nous avons généré un flux de trésorerie opérationnel disponible de 787,0 millions € pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2020, par rapport aux 821,3 millions € en 2019. La baisse de 4% d'une année sur l'autre est principalement attribuable à la hausse des ajouts d'immobilisations liés aux locations. Sur une base remaniée et en excluant la comptabilisation des droits de retransmission du football et l'impact de certains dotations au capital, notre flux de trésorerie opérationnel disponible a augmenté de près de 3 % par rapport à l'exercice 2019, surpassant ainsi nos prévisions pour l'exercice 2020 de 1 à 2%.

Au quatrième trimestre 2020, nous avons généré 167,4 millions € de flux de trésorerie opérationnel disponible, soit une baisse de 14% par rapport à la période de l'année précédente en raison de l'augmentation des dotations au capital comme mentionné ci-dessus. Si l'on exclut la comptabilisation des droits de diffusion du football et l'impact de certains dotations au capital, notre flux de trésorerie opérationnel disponible en base remaniée pour le 4e trimestre 2020 a augmenté de près de 6 % par rapport au 4e trimestre 2019.

Tableau 3 : Rapprochement flux de trésorerie opérationnel libre (non audité)

(en millions €)	Pour la période de trois mois se terminant au			Pour l'exercice se terminant au		
	31 décembre			31 décembre		
	2020	2019	Variation %	2020	2019	Variation %
Adjusted EBITDA	336,9	350,9	(4)%	1 378,0	1 375,4	— %
Dépenses d'investissement à imputer	(169,5)	(158,7)	7 %	(597,0)	(586,9)	2 %
Comptabilisation des droits de retransmission du football	—	1,8	(100)%	6,0	32,8	(82)%
Dépenses d'investissement à imputer (y exclut la comptabilisation des droits de retransmission pour le football et des licences pour le spectre mobile)	(169,5)	(156,9)	8 %	(591,0)	(554,1)	7 %
Flux de trésorerie opérationnel disponible	167,4	194,0	(14)%	787,0	821,3	-4 %

2.7 Flux de trésorerie et liquidité

FLUX DE TRÉSORERIE NETS LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2020, nos activités d'exploitation ont généré 1.057,4 millions € de trésorerie nette, contre 1.092,5 millions € pour l'exercice précédent. La trésorerie nette provenant des activités d'exploitation pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2020 inclut les impacts de l'acquisition de De Vijver Media (consolidée par intégration globale depuis le 3 juin 2019) et de la cession de notre ancienne activité luxembourgeoise de câblodistribution (déconsolidée à compter du 1er avril 2020). Notre flux de trésorerie d'exploitation net a diminué de 3 % en glissement annuel, la baisse de 81,3 millions € de notre fonds de roulement par rapport à l'année précédente ayant plus que contrebalancé la réduction de 49,4 millions € des impôts en espèces par rapport à 2019 et la baisse de 16,5 millions € des intérêts en espèces et des frais de produits dérivés suite à de récentes opérations de refinancement.

Au 4e trimestre 2020, la trésorerie nette générée par nos activités d'exploitation a atteint 314,7 millions €, soit une baisse de 7 % par rapport au 4e trimestre 2019, un recul dû principalement à la diminution susmentionnée de notre Adjusted EBITDA.

FLUX DE TRÉSORERIE NETS AFFECTÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Nous avons utilisé 475,6 millions € de trésorerie nette dans des activités d'investissement sur l'exercice clôturé au 31 décembre 2020, comparativement à 432,0 millions € en 2019. L'augmentation de 10 % de la trésorerie nette affectée aux activités d'investissement reflète (i) les impacts non organiques précités, (ii) l'augmentation de 11 % des dépenses d'investissement en espèces suite à la baisse des actifs acquis par le

biais de notre programme de financement par le fournisseur et (iii) le rachat à Post Luxembourg d'une participation de 34 % dans le câblo-opérateur luxembourgeois Eltrona, mentionné plus haut.

Au 4e trimestre 2020, nous avons utilisé 139,1 millions € de trésorerie nette dans des opérations d'investissement, un chiffre en hausse de 9 % par rapport à la même période de l'année précédente et qui reflète principalement une légère diminution des dépenses d'investissement en espèces par rapport au 4e trimestre de l'année précédente.

Nous utilisons un programme de financement par le fournisseur qui nous permet d'étendre nos délais de paiement vis-à-vis de certains fournisseurs à 360 jours pour un coût global intéressant. Sur l'exercice 2020, nous avons acquis 80,8 millions € d'actifs via des dispositifs de financement par le fournisseur lié au capital (T4 2020 : 16,3 millions €), avec un impact positif sur la trésorerie nette utilisée dans des opérations d'investissement pour le même montant. Cela représente une baisse en glissement annuel de 62 % et 30 % respectivement par rapport à l'exercice 2019 et au 4e trimestre 2019. Veuillez consulter la Section 2.5 - *Dépenses d'investissement* pour un rapprochement entre les dépenses d'investissement à imputer et les dépenses d'investissement en espèces.

FLUX DE TRÉSORERIE NETS LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2020, le flux de trésorerie net lié aux opérations de financement a été de 601,2 millions €, contre 647,3 millions € en 2019. La trésorerie nette utilisée dans des opérations de financement pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2020 reflète principalement l'application systématique de notre politique de rémunération des actionnaires telle que présentée lors du Capital Markets Day de décembre 2018. Nous avons payé un dividende brut de 1,3050 € par action en mai 2020 et un dividende intérimaire brut de 1,3750 € par action en décembre 2020 dans le cadre de notre politique renforcée de rémunération des actionnaires qui prévoit un dividende brut plancher de 2,75 € par action. Globalement, nous avons restitué 292,3 millions € de dividendes à nos actionnaires en 2020, contre 62,8 millions € en 2019. Au premier semestre 2020, nous avons également dépensé 34,4 millions € en rachats d'actions dans le cadre du Programme de rachat d'actions 2020. Dans le cadre de ce programme, nous avons acheté 1,1 million d'actions au cours du mois de mars 2020 au prix moyen de 30,43 €. La trésorerie nette utilisée dans des opérations de financement sur l'exercice clôturé au 31 décembre 2020 inclut une sortie de fonds nette de 158,3 millions € liée à des remboursements d'emprunts, y compris le rachat volontaire de 10 % de nos Senior Secured Fixed Rate Notes à 3,50 % de 600,0 millions € échéant en mars 2028 pour un montant total de 56,6 millions €, et des remboursements planifiés d'engagements à court terme au titre du financement par le fournisseur. Nous avons également payé 13,8 millions € en frais d'émission d'emprunt pour des refinancements de dette réalisés au premier semestre 2020. Le reste de la trésorerie nette utilisée dans des activités de financement se compose principalement de remboursements au titre de contrats de location-financement et autres paiements financiers.

Au 4e trimestre 2020, nous avons utilisé 190,6 millions € de trésorerie nette dans des activités de financement, contre 192,0 millions € au 4e trimestre de l'année précédente, ce qui inclut le paiement du dividende intérimaire susmentionné au 4e trimestre 2020 (150,0 millions €).

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLE AJUSTÉ

Pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2020, nous avons généré un flux de trésorerie disponible ajusté (Adjusted Free Cash Flow) de 415,8 millions €, contre 391,0 millions € l'année précédente. Ce faisant, nous avons respecté notre prévision pour l'exercice 2020 avec un chiffre situé dans le bas de la fourchette de 415,0 à 435,0 millions € fixée comme objectif. Par rapport à 2019, notre flux de trésorerie disponible ajusté a augmenté de 6 % malgré une diminution de 3,9 millions € de la contribution de notre programme de financement par le fournisseur. En excluant cet impact, la croissance du flux de trésorerie disponible ajusté aurait été légèrement supérieure.

Au 4e trimestre 2020, le flux de trésorerie disponible ajusté s'établit à 157,3 millions €, contre 120,9 millions € sur la même période de l'année précédente. Notre flux de trésorerie disponible ajusté du trimestre inclut une contribution positive de 10,7 millions € de notre programme de financement par le fournisseur, comparativement à une contribution négative de 39,9 millions € au 4e trimestre 2019. En excluant ces

impacts, notre flux de trésorerie disponible ajusté aurait diminué par rapport au même trimestre de l'année précédente.

2.8 Profil de dette, solde de trésorerie et ratio de dette nette

PROFIL DE DETTE

Au 31 décembre 2020, le solde total de la dette (y compris les intérêts courus) s'établissait à 5.417,9 millions €, dont un montant en principal de 1.358,0 millions € lié aux Senior Secured Fixed Rate Notes libellées en € et USD échéant en mars 2028 et un montant en principal de 2.987,2 millions € dû au titre de notre facilité de crédit de premier rang modifiée de 2020 échéant entre avril 2028 et avril 2029. Le solde total de la dette au 31 décembre 2020 comprend également un montant en principal de 351,0 millions € lié à notre programme de financement par le fournisseur, tandis que le solde correspond pour l'essentiel aux obligations au titre de contrats de location liées à l'acquisition d'Interkabel et aux autres passifs.

Au 31 décembre 2020, nous avons une dette à court terme de 351,0 millions € liée à notre programme de financement par le fournisseur, échéant entièrement dans les douze mois. Cela représente une légère diminution de 3,9 millions € par rapport au 31 décembre 2019, avec un impact sur le flux de trésorerie disponible ajusté du même montant. Au 4e trimestre 2020, les engagements en cours au titre de notre programme de financement par le fournisseur affichaient une augmentation attendue de 10,7 millions € par rapport au trimestre précédent. À compter de fin octobre 2020, la marge applicable sur nos futurs engagements à court terme au titre du programme de financement par le fournisseur a encore été réduite de 15 points de base pour s'établir à 1,95 % au-dessus de l'EURIBOR (seuil de 0 %). Cette charge d'intérêt réduite vient s'ajouter à une réduction équivalente de la marge de 15 points de base en février 2020. Compte tenu de la taille susmentionnée du programme, cela aura un léger impact relatif sur notre Flux de trésorerie disponible ajusté en 2021 et au-delà.

Au premier semestre 2020, nous avons finalisé plusieurs transactions de (re)financement relatives, dont (i) l'émission réussie d'un nouveau prêt à terme à 8,25 ans de 2.295 millions USD (« Facilité AR ») et d'un nouveau prêt à terme à 9,25 ans de 1.110 millions € (« Facilité AQ ») en janvier 2020, (ii) l'émission d'une nouvelle facilité de crédit renouvelable à 6,2 ans de 510,0 millions € en avril 2020 (« Facilité de crédit renouvelable I ») et (iii) le rachat en avril 2020 de 10 % de nos Senior Secured Fixed Rate Notes à 3,50 % de 600,0 millions € échéant en mars 2028. Au 4e trimestre 2020, nous avons prolongé avec succès notre facilité de crédit renouvelable bilatérale de 20,0 millions € de cinq ans supplémentaires, jusqu'au 30 septembre 2026. La marge applicable pour la facilité prolongée a été fixée à 2,25 % au-dessus de l'EURIBOR (seuil de 0 %), soit la même marge que pour notre facilité de crédit renouvelable I de 510,0 millions € porteuse d'une échéance qui mûrit également en 2026. La facilité prolongée peut être utilisée, ordinairement, pour les besoins généraux du groupe.

En excluant les dettes à court terme liées à notre programme de financement par le fournisseur, nous ne devons faire face à aucun amortissement de dettes avant mars 2028, avec une durée moyenne pondérée de environ 7,5 ans au 31 décembre 2020. En outre, nous avons pleinement accès aux 555,0 millions € d'engagements non utilisés au titre de nos facilités de crédit renouvelables au 31 décembre 2020, avec certaines disponibilités jusqu'en septembre 2026.

SYNTHÈSE DES DETTES ET PLANS DE PAIEMENT

Le tableau ci-dessous donne un aperçu de nos instruments principaux de dette et de nos plans de paiement au 31 décembre 2020.

Tableau 4 : Synthèse des dettes au 31 décembre 2020 (non audité)

	Facilité totale au	Montant prélevé	Montant disponible	Échéance	Taux d'intérêt	Paiement des intérêts dus
	31 décembre 2020					
	(en millions €)					
Senior Credit Facility ajusté en 2020						
Prêt à terme AR	1 877,2	1 877,2	—	30 avril 2028	Flottant LIBOR 6 mois (0% seuil) + 2,00%	Mensuel
Prêt à terme AQ	1 110,0	1 110,0	—	30 avril 2029	Flottant EURIBOR 6 mois (0% seuil) + 2,25%	Bi-annuel (janvier et juillet)
Facilité de crédit renouvelable I	510,0	—	510,0	31 mai 2026	Flottant EURIBOR 6 mois (0% seuil) + 2,25%	Trimestriel (commission d'engagement)
Senior Secured Fixed Rate Notes						
600 millions € Senior Secured Notes venant à échéance en 2028 (Facilité AK)	540,0	540,0	—	1 mars 2028	Fixe 3,50%	Bi-annuel (janvier et juillet)
1 milliard USD Senior Secured Notes venant à échéance en 2028 (Facilité AJ)	818,0	818,0	—	1 mars 2028	Fixe 5,50%	Bi-annuel (janvier et juillet)
Autre						
Facilité de crédit renouvelable	20,0	—	20,0	30 septembre 2026	Flottant EURBOR 1 mois (0% seuil) + 2,25%	Trimestriel (commission d'engagement)
Facilité overdraft	25,0	—	25,0	31 décembre 2021	Flottant EURIBOR 1 mois (0% seuil) + 1,60%	Trimestriel (commission d'engagement)
Montant total nominal	4 900,2	4 345,2	555,0			

Remarque: Dans le tableau ci-dessus, la dette de Telenet en USD a été converti en € sur base du taux de change EUR/USD du 31 décembre 2020. Comme Telenet a conclu des contrats dérivés afin de fixer le taux d'intérêt flottant et le risque du taux de change, les montants fixés en € étaient de 2.041,5 millions € (Term Loan AR de 2.295,0 millions USD) et 882,8 millions € (Senior Secured Notes venant à échéance en 2028 de 1,0 milliard USD). Pour le calcul de son ratio d'endettement net total, Telenet utilise les montants fixés en € vue le risque économique sous-jacent.

SOLDE DE TRÉSORERIE ET MOYENS DISPONIBLES

Au 31 décembre 2020, nous détenions 82,0 millions € de trésorerie et équivalents de trésorerie, contre 84,2 millions € au 30 septembre 2020 et 101,4 millions € au 31 décembre 2019. Afin de réduire le risque lié à la concentration des contreparties, nos équivalents de trésorerie et fonds du marché monétaire cotés AAA sont placés auprès d'institutions financières européennes et américaines de premier ordre et nous nous efforçons d'investir au moins 75 % de notre trésorerie et équivalents de trésorerie dans des fonds du marché monétaire cotés AAA.

Par rapport au 31 décembre 2019, notre solde de trésorerie au 31 décembre 2020 a diminué de 19,4 millions € malgré le solide flux de trésorerie disponible ajusté généré en 2020. Tout au long de 2020, nous avons consacré une part importante et croissante de notre flux de trésorerie disponible ajusté à notre politique de rémunération des actionnaires, communiquée en décembre 2018 dans le cadre de notre Capital Markets Day et renforcée en octobre 2020 par l'introduction d'un plancher de 2,75 € pour le dividende brut par action. En 2020, nous avons payé un dividende global de 292,3 millions € incluant le versement d'un dividende brut de 1,3050 € par action en mai 2020 et d'un dividende brut intérimaire de 1,3750 € par action en décembre 2020. Sous réserve de l'approbation des actionnaires en avril de cette année, nous avons l'intention de payer la moitié restante du plancher de dividende susmentionné au début du mois de mai 2021. Nous avons également utilisé 34,4 millions € de trésorerie nette dans le cadre du Programme de rachat d'actions 2020,

par lequel nous avons racheté 1,1 million d'actions. Nous avons aussi racheté, en avril, 10 % de nos Senior Secured Fixed Rate Notes à 3,50 % de 600,0 millions € échéant en mars 2028 pour un montant total de 56,6 millions €. Enfin, nous avons supporté un paiement de 13,8 millions € lié aux frais d'émission d'emprunt pour les refinancements de dette réalisés au premier semestre 2020.

En plus de notre solde de trésorerie disponible de 82,0 millions € au 31 décembre 2020, nous avons aussi pleinement accès à 555,0 millions € d'engagements disponibles au titre de notre facilité de crédit de premier rang modifiée 2020 et de nos autres facilités de crédit renouvelable, sous réserve du respect des conventions mentionnées ci-après.

RATIO DE DETTE NETTE

À l'occasion du Capital Markets Day de décembre 2018 – avec mise à jour fin octobre de l'an dernier, lorsque nous avons renforcé notre politique de rémunération de l'actionnaire – nous avons confirmé notre cadre de ratio de levier, à savoir un ratio de Dette nette totale sur Adjusted EBITDA consolidé annualisé maintenu à 3,5x-4,5x (« net total leverage »). En l'absence d'acquisitions majeures et/ou de changements significatifs au niveau de l'activité ou du cadre réglementaire, nous entendons rester proches du point médian de 4,0x en maintenant un niveau attrayant et soutenable de rémunération de l'actionariat. Cela inclut à présent un dividende brut plancher par action de 2,75 €, ce qui représente le haut de la précédente fourchette de 50-70 % de taux de distribution en pourcentage du flux de trésorerie disponible ajusté. Au 31 décembre 2020, notre ratio d'endettement net total était de 4,1x, un chiffre en très légère hausse par rapport au 30 septembre 2020. Ceci reflète le paiement du dividende intérimaire en décembre 2020 (150,0 millions €) ainsi que l'impact du traitement comptable susmentionné des droits de diffusion du football belge et de certains contenus premium sur notre Adjusted EBITDA.

Notre 'net covenant leverage', tel que calculé dans le cadre de la facilité de crédit de premier rang modifiée 2020, diffère du 'net total leverage' et n'inclut pas (i) les passifs de location-financement, (ii) les éventuels passifs à court terme liés au financement par le fournisseur, mais inclut (iii) le 'Credit Facility Excluded Amount' (à savoir le montant le plus élevé entre 400,0 millions € et 0,25x l'Adjusted EBITDA consolidé annualisé). Notre 'net covenant leverage' s'établissait à 3,0x au 31 décembre 2020, ce qui est aussi un rien plus élevé par rapport au trimestre précédent. Notre ratio de dette nette actuel prévu par convention ('net covenant leverage') est sensiblement inférieur à la 'springing maintenance covenant' de 6,0x et au test de ratio d'endettement de 4,5x 'net senior leverage'. Cependant, la maintenance covenant précitée s'applique uniquement dans le cas où nous utiliserions 40 % ou plus de nos facilités de crédit renouvelables. Au 31 décembre 2020, nos facilités de crédit renouvelables étaient entièrement inutilisées, comme indiqué précédemment.

3 Perspectives et informations complémentaires

3.1 Perspectives

Nous avons réalisé en 2020 une performance financière solide par rapport aux prévisions révisées pour l'exercice 2020 que nous avons présentées fin avril l'année dernière. Cela nous place dans une position favorable par rapport à nos prévisions à moyen terme présentées lors du Capital Markets Day de décembre 2018. En 2021, qui sera la dernière année de notre actuel plan triennal, nous prévoyons un retour à la croissance à la fois en termes de chiffre d'affaires et d'Adjusted EBITDA en base remaniée. Nos activités généreront par ailleurs un solide Flux de trésorerie disponible ajusté, malgré un léger recul du Flux de trésorerie opérationnel disponible en base remaniée en 2021, comme indiqué ci-après. Nous avons remanié nos chiffres clés financiers de l'exercice 2020 (voir la section 6.1) pour tenir compte (i) de la cession de notre filiale luxembourgeoise de câblodistribution à Eltrona, dans laquelle nous détenons une participation non consolidée de 50 % moins 1 part, et (ii) des changements liés au traitement IFRS de certains contrats en matière de droits sur le contenu conclus au premier trimestre 2020. Ces derniers changements influencent notre Adjusted EBITDA et notre Flux de trésorerie opérationnel disponible à compter de ce trimestre, tandis qu'en 2021, l'impact portera sur les 12 mois de l'exercice.

En 2021, après avoir jeté des bases solides au cours des dernières années, nous allons nous concentrer sur cinq piliers distincts. Premièrement, nous viserons à étendre et approfondir nos relations clients en permettant à nos clients de mettre mieux à profit leur vie et leur travail numériques. Ensuite, nous voulons accélérer la croissance dans le secteur des entreprises en nous différenciant par le côté humain. Troisièmement, nous voulons développer une expérience profondément centrée sur le client, reposant sur une approche « digital first » et une simplification radicale. Par ailleurs, nous continuerons à prospérer via des réseaux parfaitement adaptés aux besoins de nos clients et des plateformes flexibles. Enfin, nous chercherons à autonomiser nos collaborateurs afin qu'ils créent de la valeur grâce à un travail d'équipe amélioré, dans un environnement stimulant, par la mise en place d'une structure organisationnelle « agile ».

En ce qui concerne nos perspectives financières pour l'année à venir, nous pensons que notre chiffre d'affaires atteindra un point d'inflexion en 2021, revenant à la croissance en base remaniée. Nous nous attendons à un rétablissement partiel suite à la pandémie de COVID-19, qui a surtout affecté nos autres produits en 2020. Le redressement de nos autres produits sera contrebalancé dans une certaine mesure par la réduction des droits d'accès au câble réglementés, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2020, et par une pression persistante sur nos revenus d'interconnexion vu le passage à la messagerie de données. Par ailleurs, notre chiffre d'affaires en base remaniée sera soutenu par la croissance dans notre activité B2B, par une légère augmentation des revenus d'abonnement liée à la mise à niveau de clients et par certaines révisions tarifaires. Pour l'exercice 2021, nous tablons sur une progression du chiffre d'affaires remanié allant jusqu'à 1 % par rapport à 2020.

Pour ce qui est de générer un levier opérationnel dans l'ensemble de nos activités, nous pouvons nous appuyer sur de solides références. Si certains postes de coûts devraient augmenter parallèlement à notre chiffre d'affaires, nous maintiendrons une stricte maîtrise des charges globales tout en récoltant les bénéfices de notre programme de transformation numérique tel qu'exposé lors du Capital Markets Day de décembre 2018. Par rapport à l'année 2020, nous prévoyons une solide hausse de l'Adjusted EBITDA remanié de 1 à 2 % en 2021.

En 2020, notre Flux de trésorerie opérationnel disponible a augmenté de près de 3 % en base remaniée, soutenu par une faible croissance de l'Adjusted EBITDA et une légère baisse des dépenses d'investissement à imputer (à l'exclusion de l'impact de certains dotations aux contrats de location). Par rapport à 2020, nous prévoyons une légère augmentation des niveaux d'investissement vu l'impact de la pandémie de COVID-19 l'année précédente. En outre, nous prévoyons une augmentation des investissements en IT à mesure que nous finalisons la mise en œuvre de notre plate-forme axée sur la clientèle, ainsi que des investissements en vue d'améliorer l'expérience client conformément à nos piliers stratégiques tels que mentionnés plus haut. Enfin, nous avons soigneusement planifié une série d'investissements sélectifs liés au réseau, de manière à

permettre de futures mises à niveau des réseaux fixe et mobile à un coût avantageux. Pour l'exercice 2021, nous prévoyons une légère diminution d'environ 1 % de notre Flux de trésorerie opérationnel disponible en base remaniée. Nous entendons toujours, néanmoins, respecter notre objectif de TCAC de flux de trésorerie opérationnel disponible de 6,5 % à 8,0 % pour 2018-2021, mais il devrait plutôt se situer dans le bas de cette fourchette.

En 2020, nous avons réalisé un Flux de trésorerie disponible ajusté de 415,8 millions €, en forte hausse par rapport à 2019. Malgré une légère diminution attendue de notre Flux de trésorerie opérationnel disponible en 2021, nous sommes confiants quant à notre capacité de générer un solide Flux de trésorerie disponible ajusté de 420,0 à 440,0 millions €. La croissance de notre Flux de trésorerie disponible ajusté sera favorisée, entre autres facteurs, par une diminution des impôts en espèces et des charges d'intérêts en espèces, tandis que notre programme de financement par le fournisseur devrait rester globalement stable par rapport à fin 2020.

Tableau 5 : Prévisions

Prévisions pour l'exercice 2018 - 2021	FY 2018 remanié ^(a)	Comme présenté le 4 décembre 2018	Comme confirmé le 11 février 2021
Flux de trésorerie opérationnel disponible CAGR (remanié)^(b, c)	674.7 millions €	Entre 6,5% - 8,0%	Bas de la fourchette de 6,5% - 8,0%

Prévisions pour l'exercice 2021	FY 2020 Remanié ^(a)	Comme présenté le 11 février 2021
Croissance des produits (remanié)^(d)	2,573.2 millions €	Jusqu'à 1%
Croissance de l'Adjusted EBITDA (remanié)^(b)	1,346.5 millions €	Entre 1-2%
Croissance du flux de trésorerie opérationnel (remanié)^(b, c)	825.8 millions €	Environ -1%
Flux de trésorerie disponible ajusté^(b, e)	-	420.0 - 440.0 millions €

(a) Afin de calculer les chiffres de croissance en base remaniée sur une base comparable pour les périodes ci-dessus, nous avons ajusté les produits et l'Adjusted EBITDA historiques de manière à refléter l'impact des transactions suivantes dans la même proportion que les produits et l'Adjusted EBITDA inclus dans nos résultats courants : (i) exclure les produits et l'Adjusted EBITDA de notre ancienne filiale luxembourgeoise de câblodistribution Coditel S.à r.l. (déconsolidée à compter du 1er avril 2020) et (ii) refléter les changements relatifs au traitement IFRS de certains contrats en matière de droits sur le contenu durant le premier trimestre 2020.

(b) Des rapprochements quantitatifs avec le bénéfice net (y compris les taux de croissance du bénéfice net) et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation pour l'Adjusted EBITDA, le Flux de trésorerie opérationnel disponible et le Flux de trésorerie disponible ajusté ne peuvent être fournis sans efforts déraisonnables dans la mesure où nous n'établisons pas de prévisions pour (i) certaines charges hors trésorerie, dont les amortissements et les réductions de valeur, restructurations et autres éléments opérationnels inclus dans le bénéfice net, ni pour (ii) des changements spécifiques dans le fonds de roulement ayant un impact sur les flux de trésorerie provenant d'activités opérationnelles. Les éléments pour lesquels nous n'établisons pas de prévisions peuvent varier fortement d'une période à l'autre.

(c) À l'exclusion de la comptabilisation des droits de retransmission pour le football et des licences pour le spectre mobile capitalisés, et à l'exclusion de l'impact des acquisitions d'immobilisations liées aux certains contrats de location sur nos dépenses d'investissement à imputer.

(d) Par rapport à nos produits rapportés pour l'exercice 2020 la croissance de nos produits pour l'exercice 2021 équivaldrait à jusqu'à 1%.

(e) En supposant que certains paiements sont effectués pour la prolongation temporaire de nos licences de spectre mobiles 2G et 3G actuelles en 2021, mais en excluant les paiements sur les futures licences de spectre dans le cadre de la prochaine vente aux enchères multibande, et en supposant que le paiement de la taxe sur notre déclaration de revenus 2020 n'aura pas lieu avant début 2022.

3.2 Rémunération des actionnaires

Exécution conforme à la politique de rémunération de l'actionnaire du Capital Markets Day de décembre 2018

À l'occasion du Capital Markets Day de décembre 2018, nous avons confirmé notre cadre de ratio de levier, à savoir un ratio de Dette nette totale sur Adjusted EBITDA consolidé annualisé maintenu à 3,5x-4,5x (« net total leverage »). En l'absence d'acquisitions majeures et/ou de changements significatifs au niveau de l'activité ou du cadre réglementaire, nous entendons rester proches du point médian de 4,0x en maintenant un niveau attrayant et soutenable de rémunération de l'actionariat. Dans le cadre de notre politique d'allocation de capital, nous visons à distribuer aux actionnaires entre 50 % et 70 % des flux de trésorerie

disponibles ajustés de l'année précédente via les dividendes intérimaire et complémentaire. Dans les limites du cadre d'endettement net total précité et en l'absence des différents facteurs mentionnés ci-dessus, il pouvait être envisagé d'utiliser la partie restante de nos flux de trésorerie disponibles ajustés pour des rachats d'actions supplémentaires, des dividendes extraordinaires, une réduction de la dette, des acquisitions relatives ou une combinaison de ces affectations.

Tant en 2019 qu'au premier semestre 2020, nous avons respecté systématiquement la politique de rémunération des actionnaires décrite ci-dessus en distribuant un dividende brut total de 1,8750 € par action aux actionnaires. Celui-ci comprenait un dividende intérimaire brut de 0,57 € par action en décembre 2019 et un dividende brut de 1,3050 € par action en mai 2020. Cette distribution représentait au total 205,1 millions €, soit environ 53 % en pourcentage du flux de trésorerie disponible ajusté de l'exercice 2019. En outre, nous avons racheté 1,1 million d'actions dans le cadre du Programme de rachat d'actions 2020 pour un montant total de 34,4 millions €.

Politique mise à jour avec un dividende brut plancher par action de 2,75 €, assurant un équilibre entre des distributions attractives pour les actionnaires et la faculté de répondre à des opportunités créatrices de valeur en matière de fusions et acquisitions

Compte tenu d'une solide conversion sous-jacente de Flux de trésorerie disponible ajusté et d'un Flux de trésorerie opérationnel disponible sain prévu tant pour l'exercice 2020 que pour la période 2018-2021, le conseil d'administration a décidé, fin octobre 2020, de renforcer la politique existante de rémunération des actionnaires. Notre nouvelle politique offre un équilibre entre des distributions attractives pour les actionnaires et la faculté de répondre dans le futur à des opportunités créatrices de valeur en matière de fusions et acquisitions. Tandis que l'objectif d'endettement net total de 4.0x a été réaffirmé en l'absence d'acquisitions importantes et/ou de changements significatifs au niveau de l'activité ou du cadre réglementaire, le conseil d'administration a introduit un plancher de 2,75 € (brut) par action pour les dividendes à venir. Ce dividende plancher suppose l'absence de changement significatif dans notre activité ou notre cadre réglementaire et remplace la fourchette de distribution de 50-70 % communiquée précédemment. Ce faisant, le conseil d'administration a l'intention de consacrer une part plus importante des flux de trésorerie disponibles ajustés aux dividendes récurrents. Le reste de nos flux de trésorerie disponibles ajustés peut encore être pris en considération pour des acquisitions relatives, des dividendes extraordinaires, des rachats d'actions supplémentaires, une réduction de la dette ou une combinaison de ces affectations.

Dividende brut proposé de 1,3750 € par action, sous réserve de l'approbation des actionnaires lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires d'avril 2021

En décembre 2020, nous avons distribué un dividende intérimaire brut de 1,3750 € par action (150,0 millions € au total), ce qui représente la moitié du dividende plancher susmentionné. Le conseil d'administration proposera à l'Assemblée générale annuelle des actionnaires d'avril 2021 d'approuver le paiement du dividende complémentaire brut de 1,3750 € par action (150,1 millions € au total¹). Une fois approuvé, le dividende sera mis en paiement le 5 mai 2021 et les actions Telenet seront négociées ex-dividende sur Euronext Brussels à compter du 3 mai 2021. Si l'on inclut le paiement de ce dividende, le dividende brut total distribué sera égal à 2,75 € par action, soit 300,1 millions € au total, ce qui représente une augmentation de 47 % par rapport au dividende par action payé sur le flux de trésorerie disponible ajusté de l'exercice 2019.

¹ Sur la base de 109.243.261 actions donnant droit à dividende en circulation à la date du présent communiqué

3.3 Événements survenus après la date du bilan

Il ne s'est produit, après le 31 décembre 2020, aucun événement significatif nécessitant une modification de l'information financière ou une mention dans le présent communiqué de presse..

3.4 Vérifications du Commissaire

Le commissaire, KPMG Bedrijfsrevisoren - Réviseurs d'Entreprises, représenté par Götwin Jackers, a confirmé que ses procédures d'audit qui sont terminées quant au fond n'ont pas révélées d'anomalie significative dans les données comptables reprises dans le communiqué annuel de Telenet Group Holding SA.

4 Telenet Group Holding SA – Statistiques d'exploitation consolidées

Pour la période de trois mois se terminant le 31 décembre	2020	2019	Variation %
Services d'abonnement			
Maisons raccordables - Réseau Combiné ⁽¹³⁾	3 373 000	3 385 200	— %
Télévision câblée			
Télédistribution de base ⁽⁶⁾	123 700	164 700	(25) %
Télévision premium ⁽⁷⁾	1 688 000	1 701 900	(1) %
Total télévision câblée	1 811 700	1 866 600	(3) %
Internet haut débit			
Internet haut débit résidentiel	1 463 900	1 447 100	1 %
Internet haut débit professionnel	233 200	217 300	7 %
Total internet haut débit ⁽⁸⁾	1 697 100	1 664 400	2 %
Téléphonie fixe			
Téléphonie fixe résidentiel	1 032 700	1 077 200	(4) %
Téléphonie fixe professionnel	139 100	135 300	3 %
Total téléphonie fixe ⁽⁹⁾	1 171 800	1 212 500	(3) %
Unités génératrices totales de revenus ⁽¹⁴⁾	4 680 600	4 743 500	(1) %
Taux d'attrition ⁽¹⁵⁾			
Télévision câblée	9,1 %	9,8 %	
Internet haut débit	8,5 %	9,8 %	
Téléphonie fixe	9,9 %	10,7 %	
Relation client			
Clients triple play	1 079 000	1 110 300	(3) %
Total relations client ⁽¹¹⁾	2 048 100	2 072 100	(1) %
Services par relation client ⁽¹¹⁾	2,29	2,29	— %
ARPU par relation client (€ / mois) ⁽¹¹⁾⁽¹²⁾	58,7	58,4	1 %

Pour la période de trois mois se terminant le 31 décembre	2020	2019	Variation %
Services mobiles			
Téléphonie mobile			
Postpayé	2 433 900	2 363 800	3 %
Prépayé	381 800	444 600	(14) %
Téléphonie mobile ⁽¹⁰⁾	2 815 700	2 808 400	— %

Note: Le 1er avril 2020, nous avons cédé notre filiale de câblodistribution luxembourgeoise Coditel S.à r.l., alors en propriété exclusive, à Eltrona et avons acquis la participation de 34% que Post Luxembourg détenait dans cette dernière. À la suite de ces deux transactions, nous détenons à présent une participation de 50% moins 1 part dans Eltrona, qui est le plus grand câblo-opérateur au Luxembourg. Depuis le 1er avril 2020, SFR-Coditel n'est plus consolidée dans nos résultats opérationnels. Par conséquent, nous avons supprimé 47.700 résidences desservies, 9.500 relations clients et 18.500 RGU (télévision : 9.200 RGU, haut débit : 5.500 RGU et téléphonie fixe : 3.800 RGU) de notre nombre d'abonnés consolidé.

5 Telenet Group Holding SA – États financiers consolidés et abrégés (IFRS UE)

5.1 État de résultat global consolidé et abrégé (IFRS UE, non audité)

(en millions €, sauf actions et montants par action)	Pour la période de trois mois se terminant au 31 décembre			Pour l'exercice se terminant au 31 décembre		
	2020	2019	Variation %	2020	2019	Variation %
Résultat de la période						
Produits	665,1	673,3	(1)%	2 575,2	2 583,9	— %
Charges						
Coût des services fournis	(371,1)	(350,6)	6 %	(1 401,6)	(1 353,3)	4 %
Bénéfice brut	294,0	322,7	(9)%	1 173,6	1 230,6	(5)%
Coûts commerciaux et administratifs	(167,0)	(150,4)	11 %	(579,5)	(545,1)	6 %
Bénéfice opérationnel	127,0	172,3	(26)%	594,1	685,5	(13)%
Produits financiers	115,6	(16,2)	N.M.	241,1	24,7	876 %
Produit d'intérêt et de change nets	115,6	0,1	N.M.	241,1	0,8	N.M.
Bénéfice net sur instruments financiers dérivés	—	(16,3)	(100)%	—	23,9	(100)%
Charges financières	(195,4)	(21,0)	830 %	(474,2)	(356,9)	33 %
Charge d'intérêt, pertes de change et autres charges financières nettes	(47,0)	25,3	N.M.	(206,8)	(307,4)	(33)%
Perte nette sur instruments financiers dérivés	(148,4)	—	100%	(252,2)	—	100%
Perte nette sur remboursement anticipé de la dette	—	(46,3)	(100)%	(15,2)	(49,5)	(69)%
Produits (charges) financières nettes	(79,8)	(37,2)	115 %	(233,1)	(332,2)	(30)%
Quote-part du résultat des entités mises en équivalence	1,4	0,7	100 %	0,7	(0,9)	N.M.
Gain (perte) sur la vente d'actifs/passifs liés à une filiale ou une coentreprise	(1,0)	—	100%	27,5	0,1	N.M.
Bénéfice avant impôts	47,6	135,8	(65)%	389,2	352,5	10 %
Charges d'impôts	(7,2)	(44,1)	(84) %	(50,7)	(117,9)	(57) %
Résultat net de la période	40,4	91,7	(56)%	338,5	234,6	44 %
Résultat net comptabilisé directement en capitaux propres						
Éléments qui ne seront pas recyclés dans l'état consolidé du résultat						
Réévaluation de passifs/(actifs) provenant de plans de pension à prestations définies, net d'impôts	14,7	3	390 %	2,2	3,0	(27) %
Entités mis en équivalence - part dans le résultat net comptabilisé directement en capitaux propres	(1,0)	—	100%	(1,0)	—	100%
Résultat net comptabilisé directement en capitaux propres	13,7	3	357 %	1,2	3,0	(60)%
Résultat global de la période	54,1	94,7	(43)%	339,7	237,6	43 %
Résultat imputable aux :	40,4	91,7	(56)%	338,5	234,6	44 %
Propriétaires de la Société	40,5	91,7	(56) %	338,9	234,5	45 %
Intérêts minoritaires	(0,1)	—	100%	(0,4)	0,1	N.M.

(en millions €, sauf actions et montants par action)	Pour la période de trois mois se terminant au			Pour l'exercice se terminant au		
	31 décembre			31 décembre		
	2020	2019	Variation %	2020	2019	Variation %
Résultat global de la période, imputable aux :	54,1	94,7	(43)%	339,7	237,6	43 %
Propriétaires de la Société	54,2	94,7	(43) %	340,1	237,5	43 %
Intérêts minoritaires	(0,1)	—	100%	(0,4)	0,1	N.M.
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	109 176 185	110 092 632		109 350 692	110 032 405	
Bénéfice ordinaire par action en €	0,37	0,83	(55) %	3,10	2,13	46 %
Bénéfice dilué par action en €	0,37	0,83	(55) %	3,10	2,13	46 %
Produits par nature						
Produits des abonnements:						
Télévision câblée	138,4	143,6	(4) %	559,0	574,4	(3) %
Internet haut débit	166,5	164,9	1 %	654,9	651,7	— %
Téléphonie fixe	55,2	54,5	1 %	225,2	219,0	3 %
Produits des abonnements liés au câble	360,1	363,0	(1)%	1 439,1	1 445,1	— %
Téléphonie mobile	113,4	112,3	1 %	451,2	444,7	1 %
Total des produits des abonnements	473,5	475,3	— %	1 890,3	1 889,8	— %
Services aux entreprises	58,6	53,2	10 %	207,7	205,8	1 %
Autres	133,0	144,8	(8) %	477,2	488,3	(2) %
Total des produits	665,1	673,3	(1)%	2 575,2	2 583,9	— %
Charges par nature						
Coûts d'exploitation du réseau	(48,4)	(48,1)	1 %	(198,2)	(196,9)	1 %
Coûts directs (programmation et droits d'auteur, interconnexion et autres)	(144,9)	(143,7)	1 %	(514,4)	(525,4)	(2) %
Frais de personnel	(73,2)	(69,6)	5 %	(271,1)	(261,1)	4 %
Coûts des ventes et frais de marketing	(32,4)	(31,9)	2 %	(95,6)	(96,8)	(1) %
Coûts liés aux services du personnel et aux services professionnels externalisés	(7,3)	(10,5)	(30) %	(28,4)	(38,2)	(26) %
Autres coûts indirects	(22,0)	(18,6)	18 %	(89,5)	(90,1)	(1) %
Coûts de restructuration	(0,2)	0,6	N.M.	(5,5)	(0,7)	686 %
Ajustements pendant la période de mesure liés aux acquisitions d'entreprise	—	—	—%	0,6	—	100%
Charges d'exploitation liées aux acquisitions ou cessions	(2,2)	(0,2)	1 000 %	(5,3)	(0,7)	657 %
Rémunérations à base d'actions des administrateurs et des travailleurs	(11,0)	(2,2)	400 %	(29,8)	(13,0)	129 %
Dépréciations	(109,3)	(101,4)	8 %	(427,3)	(411,0)	4 %
Amortissements	(51,9)	(44,3)	17 %	(191,5)	(172,0)	11 %
Amortissements sur droits de diffusion	(21,3)	(30,3)	(30) %	(90,3)	(92,5)	(2) %
Dépréciation sur des actifs incorporels avec une durée de vie longue et goodwill	(14,4)	—	100%	(35,7)	—	100%
Gain (perte) sur la vente d'actifs	1,0	0,3	233 %	4,6	1,9	142 %
Dépréciation sur des actifs corporels avec une durée de vie longue	(0,6)	(1,1)	(45) %	(3,7)	(1,9)	95 %
Total des charges	(538,1)	(501,0)	7 %	(1 981,1)	(1 898,4)	4 %

N.M. - Not Meaningful (Non Significatif)

5.2 Flux de trésorerie consolidé et abrégé (IFRS UE, non audité)

(en millions €)	Pour la période de trois mois se terminant au			Pour l'exercice se terminant au		
	31 décembre			31 décembre		
	2020	2019	Variation %	2020	2019	Variation %
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles						
Bénéfice de la période	40,4	91,7	(56) %	338,5	234,6	44 %
Amortissements, pertes de valeur et restructurations	196,8	179,4	10 %	749,6	679,4	10 %
Variation des fonds de roulement et autres	12,5	(0,2)	N.M.	16,1	97,4	(83) %
Impôts sur le résultat	7,2	44,1	(84) %	50,7	117,9	(57) %
Charges d'intérêt, pertes de change et autres charges financières nettes	(68,7)	(26,2)	162 %	(34,3)	306,5	N.M.
Perte nette (gain net) sur dérivés	148,3	16,4	804 %	252,2	(23,8)	N.M.
Perte (gain) sur le remboursement anticipé de la dette	0,1	46,3	(100) %	15,2	49,5	(69) %
Perte (gain) sur la vente d'actifs/passifs liés à une filiale ou une coentreprise	0,9	—	100%	(27,6)	(0,1)	N.M.
Intérêts payés	(9,8)	(12,1)	(19) %	(193,0)	(209,5)	(8) %
Impôts payés	(0,2)	(0,9)	(78) %	(110,0)	(159,4)	(31) %
Flux net de trésorerie générés par les activités opérationnelles	327,5	338,5	(3) %	1 057,4	1 092,5	(3) %
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement						
Acquisition d'immobilisations corporelles	(77,9)	(73,5)	6 %	(278,8)	(261,7)	7 %
Acquisition d'actifs incorporels	(57,3)	(50,2)	14 %	(193,0)	(150,2)	28 %
Acquisition et emprunts dans des entités mises en équivalence	(1,1)	(0,1)	N.M.	(25,5)	(1,3)	N.M.
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	(2,6)	(3,6)	(28) %	(6,1)	(19,6)	(69) %
Produits de la vente d'immobilisations corporelles et autres actifs incorporels	(0,2)	(0,1)	100 %	27,8	0,8	N.M.
Flux net de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement	(139,1)	(127,5)	9 %	(475,6)	(432,0)	10 %
Flux de trésorerie liés aux activités de financement						
Remboursement d'emprunts et autres obligations de financement	(103,4)	(517,4)	(80) %	(569,1)	(1 228,6)	(54) %
Produits de la levée d'emprunts et autres obligations de financement	93,8	439,8	(79) %	410,8	815,9	(50) %
Rachat d'actions propres	—	0,1	(100) %	(34,4)	(101,0)	(66) %
Vente d'actions propres	—	3,1	(100) %	—	49,6	(100) %
Paiement pour des réductions de capital et des dividendes	(150,0)	(62,8)	139 %	(292,3)	(62,8)	365 %
Paiement pour cessation anticipée d'emprunts et autres obligations de financement	—	(42,3)	(100) %	—	(45,5)	(100) %
Paiement de frais de transaction lors de l'émission d'emprunts et compensations pour remboursement anticipé d'emprunts	(0,1)	(1,4)	(93) %	(13,8)	(1,4)	886 %
Autres passifs	(30,9)	(11,1)	178 %	(102,4)	(73,5)	39 %
Flux net de trésorerie utilisés pour les activités de financement	(190,6)	(192,0)	(1) %	(601,2)	(647,3)	(7) %

(en millions €)	Pour la période de trois mois se terminant au			Pour l'exercice se terminant au		
	31 décembre			31 décembre		
	2020	2019	Variation %	2020	2019	Variation %
Augmentation (diminuation) nette de trésorerie et équivalents de trésorerie						
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	84,2	82,4	2 %	101,4	88,2	15 %
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	82,0	101,4	(19) %	82,0	101,4	(19) %
Augmentation (diminuation) nette de trésorerie et équivalents de trésorerie	(2,2)	19,0	N.M.	(19,4)	13,2	N.M.
Adjusted Free Cash Flow						
Flux net de trésorerie générés par les activités opérationnelles	327,5	338,5	(3) %	1 057,4	1 092,5	(3) %
Charges d'exploitation liées aux acquisitions ou cessions	1,4	0,2	600 %	3,1	1,1	182 %
Remboursements en capital sur les engagements au titre du crédit fournisseurs	93,7	62,3	50 %	345,7	233,4	48 %
Acquisition d'immobilisations corporelles	(77,9)	(73,5)	6 %	(278,8)	(261,7)	7 %
Acquisition d'actifs incorporels	(57,3)	(50,2)	14 %	(193,0)	(150,2)	28 %
Remboursement en capital sur les licences du spectre mobile	(4,0)	(19,8)	(80) %	(4,0)	(19,8)	(80) %
Remboursements en capital sur les engagements au titre du crédit fournisseurs	(99,3)	(125,4)	(21) %	(429,0)	(440,2)	(3) %
Amortissements en capital sur les obligations de location (hors contrats de location liés au réseau)	(19,2)	(11,2)	71 %	(48,7)	(44,7)	9 %
Amortissements en capital sur les dotations aux contrats de location liés au réseau après acquisition	(7,6)	—	100%	(36,9)	(19,4)	90 %
Adjusted Free Cash Flow	157,3	120,9	30 %	415,8	391,0	6 %

5.3 Bilan consolidé et abrégé (IFRS UE, non audité)

(en millions €)	31 décembre 2020	31 décembre 2019 - Retraité	Variation
Actif			
Actifs non courants :			
Immobilisations corporelles	2 288,0	2 366,8	(78,8)
Goodwill	1 824,5	1 874,1	(49,6)
Autres immobilisations incorporelles	693,6	797,1	(103,5)
Actifs d'impôt différé	214,7	261,4	(46,7)
Participations dans et prêts aux entités mises en équivalence	111,7	16,3	95,4
Autres investissements	5,7	6,1	(0,4)
Instruments financiers dérivés	58,6	55,3	3,3
Autres actifs	33,6	27,9	5,7
Total des actifs non courants	5 230,4	5 405,0	(174,6)
Actifs courants :			
Stocks	27,3	25,2	2,1
Créances commerciales	187,2	204,5	(17,3)
Autres actifs courants	126,1	130,4	(4,3)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	82,0	101,4	(19,4)
Instruments financiers dérivés	48,1	61,7	(13,6)
	470,7	523,2	(52,5)
Actifs détenus en vue de la vente	0,3	—	0,3
Total des actifs courants	471,0	523,2	(52,2)
Total des actifs	5 701,4	5 928,2	(226,8)

(en millions €)	31 décembre 2020	31 décembre 2019 - Retraité	Variation
Capitaux propres et passifs			
Capitaux propres :			
Capital social	12,8	12,8	—
Primes d'émission	80,7	80,7	—
Autres réserves	686,3	695,7	(9,4)
Perte reportée	(2 249,9)	(2 287,8)	37,9
Réévaluations	(12,3)	(13,5)	1,2
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société	(1 482,4)	(1 512,1)	29,7
Intérêts minoritaires	28,4	25,1	3,3
Total des capitaux propres	(1 454,0)	(1 487,0)	33,0
Passifs non courants			
Emprunts et dettes financiers	4 918,3	5 206,0	(287,7)
Instruments financiers dérivés	508,0	261,4	246,6
Produits différés	3,6	3,8	(0,2)
Passifs d'impôt différé	124,7	178,7	(54,0)
Autres dettes non courantes	56,2	63,1	(6,9)
Provisions	12,2	17,6	(5,4)
Total des passifs non courants	5 623,0	5 730,6	(107,6)
Passifs courants			
Emprunts et autres passifs financiers	499,6	527,0	(27,4)
Dettes fournisseurs	174,9	247,7	(72,8)
Charges à imputer et autres passifs courants	399,5	418,4	(18,9)
Provisions	83,6	70,9	12,7
Produits différés	122,8	107,8	15,0
Instruments financiers dérivés	65,6	69,5	(3,9)
Passif d'impôt courant	184,6	243,3	(58,7)
	1 530,6	1 684,6	(154,0)
Passifs directement associés aux actifs destinés à la vente	1,8	—	1,8
Total des passifs courants	1 532,4	1 684,6	(152,2)
Total des passifs	7 155,4	7 415,2	(259,8)
Total des capitaux propres et des passifs	5 701,4	5 928,2	(226,8)

6 Appendix

6.1 Rapprochement des informations financières publiées et remaniées (non audité)

(en millions €)	Rapporté					Rapporté				
	S1 2019	S2 2019	S3 2019	S4 2019	FY 2019	S1 2020	S2 2020	S3 2020	S4 2020	FY 2020
Produits par nature										
Télévision câblée	144,9	143,0	142,9	143,6	574,4	144,4	139,6	136,6	138,4	559,0
Internet haut débit	161,2	161,9	163,7	164,9	651,7	160,2	163,3	164,9	166,5	654,9
Téléphonie fixe	55,6	54,2	54,7	54,5	219,0	56,8	57,0	56,2	55,2	225,2
Produits des abonnements liés au câble	361,7	359,1	361,3	363,0	1 445,1	361,4	359,9	357,7	360,1	1 439,1
Téléphonie mobile	107,2	110,1	115,1	112,3	444,7	113,6	109,4	114,8	113,4	451,2
Total des produits des abonnements	468,9	469,2	476,4	475,3	1 889,8	475,0	469,3	472,5	473,5	1 890,3
Services aux entreprises	52,1	50,6	49,9	53,2	205,8	50,0	48,3	50,8	58,6	207,7
Autres	105,0	115,8	122,7	144,8	488,3	128,0	101,6	114,6	133,0	477,2
Total des produits	626,0	635,6	649,0	673,3	2 583,9	653,0	619,2	637,9	665,1	2 575,2
Charges par nature										
Coûts d'exploitation du réseau	(54,3)	(47,6)	(46,9)	(48,1)	(196,9)	(54,3)	(46,4)	(49,1)	(48,4)	(198,2)
Coûts directs (programmation et droits d'auteur, interconnexion et autres)	(127,0)	(128,3)	(126,4)	(143,7)	(525,4)	(130,3)	(112,2)	(127,0)	(144,9)	(514,4)
Frais de personnel	(64,5)	(63,9)	(63,1)	(69,6)	(261,1)	(68,7)	(64,5)	(64,7)	(73,2)	(271,1)
Coûts des ventes et frais de marketing	(23,5)	(20,9)	(20,5)	(31,9)	(96,8)	(21,2)	(18,8)	(23,2)	(32,4)	(95,6)
Coûts liés aux services du personnel et aux services professionnels externalisés	(9,0)	(8,4)	(10,3)	(10,5)	(38,2)	(9,5)	(4,8)	(6,8)	(7,3)	(28,4)
Autres coûts indirects	(28,2)	(21,2)	(22,1)	(18,6)	(90,1)	(23,4)	(20,1)	(24,0)	(22,0)	(89,5)
Total des charges d'exploitation	(306,5)	(290,3)	(289,3)	(322,4)	(1 208,5)	(307,4)	(266,8)	(294,8)	(328,2)	(1 197,2)
Adjusted EBITDA	319,5	345,3	359,7	350,9	1 375,4	345,6	352,4	343,1	336,9	1 378,0
Marge Adjusted EBITDA	51,0 %	54,3 %	55,4 %	52,1 %	53,2 %	52,9 %	56,9 %	53,8 %	50,7 %	53,5 %

(en millions €)

Impact de l'acquisition de De Vijver Media NV, désinvestissement Coditel S.à r.l. et les changements liés au traitement IFRS de certains accords de droits de contenu

	S1 2019	S2 2019	S3 2019	S4 2019	FY 2019	S1 2020	S2 2020	S3 2020	S4 2020	FY 2020
Produits par nature										
Télévision câblée	—	(1,3)	(1,3)	(1,3)	(3,9)	(1,2)	—	—	—	(1,2)
Internet haut débit	—	(0,2)	(0,3)	(0,2)	(0,7)	(0,2)	—	—	—	(0,2)
Téléphonie fixe	—	(0,1)	(0,2)	(0,1)	(0,4)	(0,2)	—	—	—	(0,2)
Produits des abonnements liés au câble	—	(1,6)	(1,8)	(1,6)	(5,0)	(1,6)	—	—	—	(1,6)
Téléphonie mobile	—	(0,1)	—	—	(0,1)	—	—	—	—	—
Total des produits des abonnements	—	(1,7)	(1,8)	(1,6)	(5,1)	(1,6)	—	—	—	(1,6)
Services aux entreprises	—	(0,4)	(0,4)	(0,3)	(1,1)	(0,4)	—	—	—	(0,4)
Autres	27,5	21,0	—	(0,2)	48,3	—	—	—	—	—
Total des produits	27,5	18,9	(2,2)	(2,1)	42,1	(2,0)	—	—	—	(2,0)
Charges par nature										
Coûts d'exploitation du réseau	—	0,2	0,2	0,4	0,8	(0,5)	—	—	—	(0,5)
Coûts directs (programmation et droits d'auteur, interconnexion et autres)	(6,1)	(6,5)	(8,1)	(14,4)	(35,1)	(22,7)	(5,5)	(3,2)	—	(31,4)
Frais de personnel	(4,9)	(3,5)	0,2	(0,4)	(8,6)	0,5	0,3	0,2	—	1,0
Coûts des ventes et frais de marketing	(2,3)	(1,0)	0,1	0,1	(3,1)	1,1	0,3	0,2	—	1,6
Coûts liés aux services du personnel et aux services professionnels externalisés	—	—	(0,1)	0,1	—	—	—	—	—	—
Autres coûts indirects	(1,3)	0,1	0,1	0,1	(1,0)	(0,2)	—	—	—	(0,2)
Total des charges d'exploitation	(14,6)	(10,7)	(7,6)	(14,1)	(47,0)	(21,8)	(4,9)	(2,8)	—	(29,5)
Adjusted EBITDA	12,9	8,2	(9,8)	(16,2)	(4,9)	(23,8)	(4,9)	(2,8)	—	(31,5)

(en millions €)	Remanié					Remanié				
	S1 2019	S2 2019	S3 2019	S4 2019	FY 2019	S1 2020	S2 2020	S3 2020	S4 2020	FY 2020
Produits par nature										
Télévision câblée	144,9	141,7	141,6	142,3	570,5	143,2	139,6	136,6	138,4	557,8
Internet haut débit	161,2	161,7	163,4	164,7	651,0	160,0	163,3	164,9	166,5	654,7
Téléphonie fixe	55,6	54,1	54,5	54,4	218,6	56,6	57,0	56,2	55,2	225,0
Produits des abonnements liés au câble	361,7	357,5	359,5	361,4	1 440,1	359,8	359,9	357,7	360,1	1 437,5
Téléphonie mobile	107,2	110,0	115,1	112,3	444,6	113,6	109,4	114,8	113,4	451,2
Total des produits des abonnements	468,9	467,5	474,6	473,7	1 884,7	473,4	469,3	472,5	473,5	1 888,7
Services aux entreprises	52,1	50,2	49,5	52,9	204,7	49,6	48,3	50,8	58,6	207,3
Autres	132,5	136,8	122,7	144,6	536,6	128,0	101,6	114,6	133,0	477,2
Total des produits	653,5	654,5	646,8	671,2	2 626,0	651,0	619,2	637,9	665,1	2 573,2
Charges par nature										
Coûts d'exploitation du réseau	(54,3)	(47,4)	(46,7)	(47,7)	(196,1)	(54,8)	(46,4)	(49,1)	(48,4)	(198,7)
Coûts directs (programmation et droits d'auteur, interconnexion et autres)	(133,1)	(134,8)	(134,5)	(158,1)	(560,5)	(153,0)	(117,7)	(130,2)	(144,9)	(545,8)
Frais de personnel	(69,4)	(67,4)	(62,9)	(70,0)	(269,7)	(68,2)	(64,2)	(64,5)	(73,2)	(270,1)
Coûts des ventes et frais de marketing	(25,8)	(21,9)	(20,4)	(31,8)	(99,9)	(20,1)	(18,5)	(23,0)	(32,4)	(94,0)
Coûts liés aux services du personnel et aux services professionnels externalisés	(9,0)	(8,4)	(10,4)	(10,4)	(38,2)	(9,5)	(4,8)	(6,8)	(7,3)	(28,4)
Autres coûts indirects	(29,5)	(21,1)	(22,0)	(18,5)	(91,1)	(23,6)	(20,1)	(24,0)	(22,0)	(89,7)
Total des charges d'exploitation	(321,1)	(301,0)	(296,9)	(336,5)	(1 255,5)	(329,2)	(271,7)	(297,6)	(328,2)	(1 226,7)
Adjusted EBITDA	332,4	353,5	349,9	334,7	1 370,5	321,8	347,5	340,3	336,9	1 346,5
Marge Adjusted EBITDA	50,9 %	54,0 %	54,1 %	49,9 %	52,2 %	49,4 %	56,1 %	53,3 %	50,7 %	52,3 %

Information remaniée: Aux fins du calcul des taux de croissance remaniée sur une base comparable pour les périodes indiquées ci-dessus, nous avons ajusté nos revenus historiques et notre Adjusted EBITDA afin de refléter l'incidence des transactions suivantes dans la même mesure que les revenus et l'Adjusted EBITDA liés à ces transactions sont inclus dans notre résultats courants: (i) inclure le chiffre d'affaires pré-acquisition et l'Adjusted EBITDA de De Vijver Media (consolidé globalement depuis le 3 juin 2019), (ii) exclure le chiffre d'affaires et l'Adjusted EBITDA de notre ancienne filiale câblée luxembourgeoise Coditel S.à r.l (déconsolidé au 1er avril 2020) et (iii) reflètent les changements liés au traitement IFRS de certains accords de droits de contenu conclus au cours du troisième trimestre de 2020. Nous reflétons les revenus et l'Adjusted EBITDA des entreprises acquises dans nos montants historiques basés sur ce que nous estimons être les informations les plus fiables dont nous disposons actuellement (généralement les états financiers antérieurs à l'acquisition), ajustés des effets estimés de (a) toute différence significative entre nos méthodes comptables et celles des entités acquises, (b) tout effet significatif des ajustements comptables liés à l'acquisition, et (c) tout autre élément que nous jugeons approprié. Nous n'ajuste pas les périodes pré-acquisition pour éliminer les éléments non récurrents ou pour donner un effet rétroactif à tout changement d'estimation qui pourrait être mis en œuvre pendant les périodes post-acquisition. Comme nous ne possédions ni n'exploitions les entreprises acquises au cours des périodes précédant l'acquisition, rien ne garantit que nous avons identifié tous les ajustements nécessaires pour présenter le chiffre d'affaires et l'Adjusted EBITDA de ces entités sur une base comparable à les montants d'acquisition inclus dans nos résultats historiques ou sur lesquels les états financiers antérieurs à l'acquisition sur lesquels nous nous sommes fondés ne contiennent pas d'erreurs non détectées. De plus, les pourcentages de croissance

rebasés ne sont pas nécessairement indicatifs des produits et du Adjusted EBITDA qui se seraient produits si ces transactions avaient eu lieu aux dates présumées aux fins du calcul de nos montants rebasés ou des produits et du Adjusted EBITDA qui se produiraient dans le futur. Les pourcentages de croissance rebasés ont été présentés comme une base pour évaluer les taux de croissance sur une base comparable. La croissance rebasée est une mesure non conforme aux GAAP telle que prévue par le règlement G de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et est une mesure supplémentaire utilisée par la direction pour démontrer la performance sous-jacente de la société et ne doit pas remplacer les mesures conformément aux IFRS de l'UE comme indicateur de la performance, mais devrait plutôt être utilisée conjointement avec la mesure IFRS de l'UE la plus directement comparable.

6.2 Rapprochement entre le résultat de la période et Consolidated Annualized EBITDA (non audité)

Le ratio du levier total net est un critère non-GAAP au sens de la 'Régulation G' de la Securities and Exchange Commission américaine. Le ratio du levier total net est la somme des emprunts et des dettes financiers courants en non-courants moins trésorerie et équivalents de trésorerie ("Dette Totale Nette"), comme indiqué sur le bilan de la société, divisé par l'Adjusted EBITDA annualisé consolidé des deux derniers trimestres. Dans son bilan, la dette de Telenet en USD a été converti en € sur base du taux de change EUR/USD du 31 décembre 2020. Comme Telenet a conclu des contrats dérivés afin de fixer le taux d'intérêt flottant et le risque du taux de change, les montants fixés en € étaient de 2.041,5 millions € (Term Loan AR de 2.295,0 millions USD) et 882,8 millions € (Senior Secured Notes venant à échéance en 2028 de 1,0 milliard USD). Pour le calcul de son ratio d'endettement net total, Telenet utilise les montants fixés en € vue le risque économique sous-jacent.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice de la période annualisé des deux derniers trimestres et de l'Adjusted EBITDA des deux derniers trimestres.

(en millions €)	Pour la période de trois mois se terminant au		Pour la période de six mois se terminant au	Annualisé des deux derniers trimestres
	30 septembre 2020	31 décembre 2020	31 décembre 2020	31 décembre 2020
Bénéfice de la période	113,2	40,4	153,6	307,2
Impôts	27,1	7,2	34,3	68,6
Quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence	2,0	(1,4)	0,6	1,2
Perte (gain) sur la vente d'actifs/passifs liés à une filiale ou une coentreprise	(32,8)	1,0	(31,8)	(63,6)
Charges (produits) financières nettes	55,5	79,8	135,3	270,6
Amortissements, dépréciations et gains sur la vente d'actifs	165,6	196,5	362,1	724,2
EBITDA	330,6	323,5	654,1	1 308,2
Rémunération en actions	10,8	11,0	21,8	43,6
Charges d'exploitation liées aux acquisitions ou cessions	1,4	2,2	3,6	7,2
Coûts de restructuration	0,3	0,2	0,5	1,0
Ajustements pendant la période de mesure liés aux acquisitions d'entreprise	—	—	—	—
Adjusted EBITDA	343,1	336,9	680,0	1 360,0
Marge Adjusted EBITDA	53,8 %	50,7 %	52,2 %	52,2 %
Marge bénéfice net	17,7 %	6,1 %	11,8 %	11,8 %

6.3 Définitions

- (1) **Informations remaniés:** Aux fins du calcul des taux de croissance remaniée sur une base comparable pour les périodes indiquées ci-dessus, nous avons ajusté nos revenus historiques et notre Adjusted EBITDA afin de refléter l'incidence des transactions suivantes dans la même mesure que les revenus et l'Adjusted EBITDA liés à ces transactions sont inclus dans notre résultats courants: (i) inclure le chiffre d'affaires pré-acquisition et l'Adjusted EBITDA de De Vijver Media (consolidé globalement depuis le 3 juin 2019), (ii) exclure le chiffre d'affaires et l'Adjusted EBITDA de notre ancienne filiale câblée luxembourgeoise Coditel S.à rl (déconsolidé au 1er avril 2020) et (iii) reflètent les changements liés au traitement IFRS de certains accords de droits de contenu conclus au cours du troisième trimestre de 2020. Nous reflétons les revenus et l'Adjusted EBITDA des entreprises acquises dans nos montants historiques basés sur ce que nous estimons être les informations les plus fiables dont nous disposons actuellement (généralement les états financiers antérieurs à l'acquisition), ajustés des effets estimés de (a) toute différence significative entre nos méthodes comptables et celles des entités acquises, (b) tout effet significatif des ajustements comptables liés à l'acquisition, et (c) tout autre élément que nous jugeons approprié. Nous n'ajuste pas les périodes pré-acquisition pour éliminer les éléments non récurrents ou pour donner un effet rétroactif à tout changement d'estimation qui pourrait être mis en œuvre pendant les périodes post-acquisition. Comme nous ne possédions ni n'exploitions les entreprises acquises au cours des périodes précédant l'acquisition, rien ne garantit que nous avons identifié tous les ajustements nécessaires pour présenter le chiffre d'affaires et l'Adjusted EBITDA de ces entités sur une base comparable à les montants d'acquisition inclus dans nos résultats historiques ou sur lesquels les états financiers antérieurs à l'acquisition sur lesquels nous sommes fondés ne contiennent pas d'erreurs non détectées. De plus, les pourcentages de croissance rebasés ne sont pas nécessairement indicatifs des produits et du Adjusted EBITDA qui se seraient produits si ces transactions avaient eu lieu aux dates présumées aux fins du calcul de nos montants rebasés ou des produits et du Adjusted EBITDA qui se produiraient dans le futur. Les pourcentages de croissance rebasés ont été présentés comme une base pour évaluer les taux de croissance sur une base comparable. La croissance rebasée est une mesure non conforme aux GAAP telle que prévue par le règlement G de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et est une mesure supplémentaire utilisée par la direction pour démontrer la performance sous-jacente de la société et ne doit pas remplacer les mesures conformément aux IFRS de l'UE comme indicateur de la performance, mais devrait plutôt être utilisée conjointement avec la mesure IFRS de l'UE la plus directement comparable.
- (2) **L'EBITDA** est défini comme étant le bénéfice avant les charges financières nettes, la part dans le résultat des participations consolidées par mise en équivalence, les impôts sur le résultat, les amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles et les dépréciations. **L'Adjusted EBITDA** est défini comme étant l'EBITDA avant les rémunérations à base d'actions, des ajustements pendant la période de mesure liés aux acquisitions d'entreprise et les coûts de restructuration et avant les charges et produits opérationnels liés à des acquisitions ou des désinvestissements, réussis ou non. Les charges ou produits opérationnels liés à des acquisitions ou des désinvestissements comprennent (i) les bénéfices et pertes sur la cession d'actifs immobilisés, (ii) les frais de due diligence, coûts juridiques, frais de conseil et autres frais de tiers qui se rapportent directement aux efforts de la Société en vue d'acquérir ou de céder un intérêt de contrôle dans des entreprises et (iii) les autres éléments en rapport avec l'acquisition, comme les gains et les pertes sur le règlement d'une contrepartie conditionnelle. L'Adjusted EBITDA est un critère non-GAAP au sens de la 'Régulation G' de la Securities and Exchange Commission américaine et est utilisé par la direction en tant que critère supplémentaire pour les performances sous-jacentes de la Société et ne peut être utilisé en remplacement des critères IFRS-UE qui donnent une indication des performances de la Société, mais doit être utilisé en association avec le critère IFRS-UE le plus directement comparable. Le Tableau 1 à la page 19 établit la correspondance entre ce critère et le critère IFRS-UE le plus directement comparable.
- (3) Nous entendons par '**dépenses d'investissement à imputer**' les investissements en immobilisations corporelles et incorporelles, y compris les investissements dans le cadre de contrats de location-financement et autres contrats de financement, tels qu'ils sont présentés sur une base d'imputation dans l'état consolidé de la position financière de la Société.
- (4) **Le flux de trésorerie opérationnel disponible** (Operating Free Cash Flow ou 'OFCF') est défini comme étant l'EBITDA ajusté (Adjusted EBITDA) moins les dépenses d'investissement à imputer, comme indiqué dans le rapport financier consolidé de la Société. Les dépenses d'investissement à imputer n'incluent pas la comptabilisation des droits de diffusion pour le football et des licences pour le spectre mobile. Le flux de trésorerie opérationnel disponible est un critère non-GAAP au sens de la 'Régulation G' de la Securities and Exchange Commission américaine et est utilisé par la direction en tant que critère supplémentaire pour les performances sous-jacentes de la Société et ne peut être utilisé en remplacement des critères IFRS-UE qui donnent une indication des performances de la Société, mais doit être utilisé en association avec le critère IFRS-UE le plus directement comparable.
- (5) Il faut entendre par '**Adjusted Free Cash Flow**' le flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles poursuivies de la Société, plus (i) les paiements en numéraire de dépenses de tiers directement liées aux acquisitions et désinvestissements réussis ou non et (ii) les coûts financés par un tiers, moins (i) les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles des activités opérationnelles poursuivies de la Société, (ii) les remboursements en capital sur les engagements au titre du crédit fournisseurs, (iii) les remboursements en capital sur les contrats de location-financement (à l'exception des contrats liés au réseau qui ont été repris à la suite d'acquisitions) et (iv) les remboursements en capital sur les contrats de location supplémentaires liés aux réseaux suite à une acquisition, tels que repris, dans chaque cas, dans le tableau des flux de trésorerie consolidé de la Société. Le flux de trésorerie disponible est un critère non-GAAP au sens de la 'Régulation G' de la Securities and Exchange Commission américaine et est utilisé par la direction en tant que critère supplémentaire pour la capacité de la Société de rembourser ses dettes et de financer de nouvelles opportunités d'investissement et ne peut être utilisé en remplacement des critères IFRS-UE qui donnent une indication des performances de la Société, mais doit être utilisé en association avec le critère IFRS-UE le plus directement comparable.

- (6) Un **abonné à la télédistribution de base** est une habitation, une unité d'habitation dans un immeuble comptant plusieurs unités d'habitation ou une unité dans un immeuble commercial qui, via un signal vidéo analogique ou numérique sur le Réseau Combiné, reçoit le service vidéo de Telenet sans abonnement à un service mensuel récurrent nécessitant l'usage d'une technologie d'encryptage. La technologie d'encryptage comprend les smart cards et autres technologies intégrées ou virtuelles utilisées par Telenet pour fournir son offre de services améliorée. Telenet compte les unités génératrices de revenus sur la base du nombre d'immeubles. Un abonné avec plusieurs raccordements dans un même immeuble est donc comptabilisé comme une seule unité génératrice de revenus. Un abonné avec deux maisons qui a, pour chacune de ces maisons, un abonnement au service de télévision câblée de Telenet, est comptabilisé comme deux unités génératrices de revenus.
- (7) Un **abonné à la télévision Premium** est une habitation, une unité d'habitation dans un immeuble comptant plusieurs unités d'habitation ou une unité dans un immeuble commercial qui, via un signal vidéo numérique sur le Réseau Combiné, reçoit le service de télévision câblée de Telenet sur la base d'un abonnement à un service mensuel récurrent nécessitant l'usage d'une technologie d'encryptage. Les abonnés à la télévision Premium sont comptés sur la base du nombre d'immeubles. Ainsi, un abonné qui dispose d'un ou plusieurs boîtiers décodeurs et qui reçoit le service de télévision câblée de Telenet dans un seul et même immeuble est en principe compté comme un seul abonné. Un abonné à la télévision Premium n'est pas compté parmi les abonnés à la télédistribution de base. À mesure que des clients Telenet passent de l'offre de base à l'offre Premium de télévision par câble, Telenet fait état d'une diminution du nombre d'abonnés à l'offre de base équivalente à l'augmentation du nombre d'abonnés à l'offre Premium.
- (8) Un **abonné internet** est une habitation, une unité d'habitation dans un immeuble comptant plusieurs unités d'habitation ou une unité dans un immeuble commercial qui reçoit des services internet sur le Réseau Combiné.
- (9) Un **abonné à la téléphonie fixe** est une habitation, une unité d'habitation dans un immeuble comptant plusieurs unités d'habitation ou une unité dans un immeuble commercial qui reçoit des services de téléphonie fixe sur le Réseau Combiné. Les abonnés à la téléphonie fixe n'incluent aucun abonné à la téléphonie mobile.
- (10) Le nombre d'**abonnés à la téléphonie mobile** représente le nombre de cartes SIM actives qui sont en usage, et non le nombre de services fournis. Si par exemple un abonné à la téléphonie mobile dispose à la fois d'un plan data et d'un plan vocal pour un smartphone, cette personne est considérée comme un seul abonné à la téléphonie mobile. Un abonné avec un plan vocal et un plan data pour un smartphone et un plan data pour un ordinateur portable (via un dongle) est cependant compté comme deux abonnés à la téléphonie mobile. Après 90 jours d'inactivité, les clients qui ne paient aucun montant mensuel récurrent ne sont plus repris dans le nombre des abonnés à la téléphonie mobile.
- (11) Une **relation client** est un client qui reçoit au moins un des services télé, internet ou téléphonie fixe de Telenet et que Telenet compte comme une unité génératrice de revenus, quelle que soit la quantité de services auxquels il est abonné. Les relations clients sont en principe comptées sur la base du nombre d'immeubles. Si une personne reçoit des services Telenet dans deux immeubles (p. ex. dans sa maison principale et dans une résidence de vacances), cette personne est en principe comptée comme deux relations clients. Telenet ne compte pas comme relations clients les clients qui utilisent uniquement les services de téléphonie mobile de Telenet.
- (12) Le **revenu moyen par relation client** fait référence aux revenus mensuels moyens provenant des abonnements par relation client moyenne et est calculé en divisant les revenus mensuels moyens provenant des abonnements (hors revenus de la téléphonie mobile, services aux entreprises, interconnexion, redevances de transport et distribution, vente de smartphones et frais d'installation) pour la période en question, par le nombre moyen de relations clients au début et à la fin de la période.
- (13) Les **maisons raccordables** sont les habitations, unités d'habitation dans un immeuble comptant plusieurs unités d'habitation ou unités dans un immeuble commercial qui peuvent, sans extension matérielle de la centrale de distribution, être raccordées au Réseau Combiné. Le nombre de maisons raccordables est basé sur les données du recensement, lesquelles peuvent changer en fonction des révisions de ces données ou sur la base de nouveaux résultats de recensement.
- (14) Une **unité génératrice de revenus** est un abonné individuel à la télédistribution de base, un abonné individuel à la télévision Premium, un abonné internet individuel ou un abonné individuel à la téléphonie fixe. Une habitation, une unité d'habitation dans un immeuble comptant plusieurs unités d'habitation ou une unité dans un immeuble commercial peut inclure une ou plusieurs unités génératrices de revenus. Si par exemple un client particulier est abonné à l'offre Premium de télévision par câble de Telenet, au service de téléphonie fixe et à l'internet haut débit, ce client représente trois unités génératrices de revenus. Le nombre total d'unités génératrices de revenus est la somme du nombre d'abonnés à la télédistribution de base, à la télévision Premium, à l'internet et à la téléphonie fixe. Le nombre d'unités génératrices de revenus est compté, d'une manière générale, sur la base du nombre d'immeubles, de sorte que pour un service déterminé, un immeuble déterminé ne soit pas compté comme étant plus d'une unité génératrice de revenus. Si une personne reçoit des services Telenet dans deux immeubles (p. ex. dans sa maison principale et dans une résidence de vacances), cette personne est par contre comptée comme deux unités génératrices de revenus pour le service en question. Chaque service câble, internet ou téléphonie fixe inclus dans un pack de produits est compté comme une unité génératrice de revenus, quelle que soit la nature de la remise pack ou de la promotion éventuelle. Les abonnés non payants sont comptés comme des abonnés pendant la période au cours de laquelle ils reçoivent un service gratuit par le biais d'une promotion. Certains de ces abonnés renoncent au terme de cette période gratuite. Les services qui sont offerts gratuitement de manière prolongée (p. ex. aux VIP ou aux travailleurs) ne sont, en principe, pas comptés comme unités génératrices de revenus. Les abonnements aux services de téléphonie mobile ne sont pas repris dans le nombre d'unités génératrices de revenus communiqué à l'extérieur.
- (15) Le **taux d'attrition** représente le pourcentage de clients qui résilient leur abonnement. La moyenne mobile annuelle est calculée en divisant le nombre de désabonnements au cours des 12 derniers mois par le nombre moyen de relations clients. Pour le calcul du taux d'attrition, on considère qu'il y a eu désabonnement dès lors que le client ne reçoit plus aucun service de la part de Telenet et doit restituer le matériel de Telenet. Le passage partiel vers un produit inférieur, ce qui est généralement appliqué pour encourager les clients à payer une facture en souffrance afin d'éviter qu'il soit mis fin à tous les services, n'est pas considéré comme un désabonnement dans le calcul du taux

d'attrition de Telenet. De même, les clients qui déménagent à l'intérieur de la zone câblée de Telenet et les clients qui passent à des services supérieurs ou inférieurs ne sont pas considérés comme des désabonnements dans le calcul du taux d'attrition.

- (16) Le calcul du **revenu moyen par abonné à la téléphonie mobile** ne prenant pas en compte les revenus d'interconnexion, concerne le revenu mensuel moyen provenant de la téléphonie mobile par abonné actif à la téléphonie mobile et est obtenu en divisant les revenus mensuels moyens provenant de la téléphonie mobile (hors frais d'activation, produits de la vente de smartphones et frais de mise en demeure) pour une période déterminée par le nombre moyen d'abonnés actifs à la téléphonie mobile au début et à la fin de la période. Pour le calcul du revenu moyen par abonné à la téléphonie mobile prenant en compte les revenus d'interconnexion, on ajoute au numérateur, dans le calcul ci-dessus, le montant des revenus d'interconnexion au cours de la période.
- (17) **Le ratio du levier total net** est la somme des emprunts et dettes financiers courants en non-courants moins trésorerie et équivalents de trésorerie, comme indiqué sur le bilan de la société, divisé par l'Adjusted EBITDA annualisé consolidé des deux derniers trimestres. Dans son bilan, la dette de Telenet en USD a été converti en € sur base du taux de change EUR/USD du 31 décembre 2020. Comme Telenet a conclu des contrats dérivés afin de fixer le taux d'intérêt flottant et le risque du taux de change, les montants fixés en € étaient de 2.041,5 millions € (Term Loan AR de 2.295,0 millions USD) et 882,8 millions € (Senior Secured Notes venant à échéance en 2028 de 1,0 milliard USD). Pour le calcul de son ratio d'endettement net total, Telenet utilise les montants fixés en € vue le risque économique sous-jacent. Le ratio du levier total net est un critère non-GAAP au sens de la 'Régulation G' de la Securities and Exchange Commission américaine.
- (18) **Le ratio du levier covenant net** est calculé selon la définition de la Facilité de Crédit Senior 2020 modifiée, c.-à-d. en divisant la dette nette totale (sur base des montants fixés en € comme mentionné ci-dessus), à l'exclusion (i) des prêts d'actionnaires subordonnés, (ii) des éléments d'endettement activés sous les indemnités de clientèle et d'annuités, (iii) de tout contrat de location-financement conclu le 1er août 2007 ou avant cette date, (iv) de toute dette dans le cadre de la location du réseau conclue avec les intercommunales pures, (v) de tout passif lié au financement du vendeur, y compris (vi) le Montant de la Facilité de Crédit Exclu (qui est le plus élevé entre (a) 400,0 millions € et (b) 0,25x de Consolidated Annualized EBITDA), divisé par l'Adjusted EBITDA annualisé consolidé des deux derniers trimestres.

Conférence téléphonique pour investisseurs et analystes – Telenet donnera, le 11 février 2021 à 15:00h (heures de Bruxelles), un video webcast et une conférence téléphonique sur les résultats financiers pour investisseurs institutionnels et analystes. Vous trouverez les détails et les liens du webcast sur <https://investors.telenet.be>.

Contacts

Relations avec les investisseurs:	Rob Goyens Bart Boone	rob.goyens@telenetgroup.be bart.boone@telenetgroup.be	Téléphone: +32 15 333 054 Téléphone: +32 15 333 738
Relations presse et médias:	Stefan Coenjaerts	stefan.coenjaerts@telenetgroup.be	Téléphone: +32 15 335 006

À propos de Telenet – En tant que fournisseur belge de services de divertissement et de télécommunications, Telenet Group est constamment à la recherche de l'excellence pour ses clients au sein du monde numérique. Sous la marque Telenet, l'entreprise fournit des services de télévision numérique, d'Internet à haut débit et de téléphonies fixe et mobile, destinés au segment résidentiel en Flandre et à Bruxelles. Telenet Group offre également des services de téléphonie mobile sous la marque BASE à l'échelle de la Belgique. Le département Telenet Business propose quant à lui des solutions de connectivité, d'hébergement et de sécurité aux marchés professionnels belge et luxembourgeois. Plus de 3.000 collaborateurs ont un objectif commun: rendre la vie et le travail plus facile et plus agréable. Telenet Group fait partie de Telenet Group Holding SA et est coté sur Euronext Bruxelles sous le symbole boursier TNET. Pour plus d'informations, visitez www.telenet.be. Liberty Global - l'une des entreprises leaders au niveau mondial de la vidéo convergente, de l'Internet haut débit et de la communication, innovant et donnant les moyens à ses clients dans six pays européens de tirer le meilleur parti de la révolution numérique - détient une participation directe de 58,3% des actions de Telenet Group Holding SA (hors actions propres détenues de temps à autre par cette dernière).

Informations complémentaires – Des informations complémentaires concernant Telenet et ses produits peuvent être obtenues sur son site web <https://www.telenet.be>. D'autres informations relatives aux données opérationnelles et financières figurant dans le présent document peuvent être téléchargées dans la partie du site destinée aux investisseurs. Le rapport annuel consolidé 2019 de Telenet ainsi que les états financiers consolidés non audités et des présentations liées aux résultats financiers de l'exercice se terminant le 31 décembre 2020 peuvent être consultés dans la partie du site de Telenet destinée aux investisseurs (<https://investors.telenet.be>).

Déclaration de 'Safe Harbor' en vertu du 'Private Securities Litigation Reform Act' américain de 1995 – Certaines déclarations incluses dans le présent document constituent des 'forward-looking statements' (déclarations prospectives) au titre du Private Securities Litigation Reform Act américain de 1995. Des mots ou expressions tels que « croire », « s'attendre », « devoir », « avoir l'intention de », « projeter », « faire dans le futur », « estimer », « position », « stratégie » et expressions similaires identifient ces déclarations prospectives relatives à nos perspectives financières et opérationnelles, nos prévisions de croissance, nos lancements de stratégie, de produits ou de réseaux, et l'impact attendu des acquisitions sur nos activités et performances financières conjoints et sont sujets à certains risques connus et inconnus, incertitudes et autres facteurs qui peuvent avoir pour effet que nos résultats, performances, accomplissements ou résultats sectoriels réels soient significativement différents des résultats envisagés, projetés, prévus, estimés ou contenus dans les budgets, que ceux-ci soient implicites ou explicites. Ces facteurs comprennent de possibles développements préjudiciables affectant nos liquidités ou résultats opérationnels ; des événements préjudiciables de nature concurrentielle, économique ou réglementaire ; l'impact négatif potentiel de la récente éclosion de la nouvelle pandémie de coronavirus (COVID-19), des paiements substantiels au titre de notre dette et autres

obligations contractuelles ; notre aptitude à financer et exécuter notre plan d'affaires ; notre aptitude à générer des liquidités en suffisance afin de procéder aux paiements au titre de notre dette ; les fluctuations des taux d'intérêts et des devises ; l'impact de nouvelles opportunités commerciales nécessitant des investissements préalables significatifs ; notre aptitude à attirer de nouveaux clients et à retenir les clients existants et à accroître notre pénétration globale du marché ; notre aptitude à concurrencer d'autres sociétés de communications ou de distribution de contenu ; notre aptitude à garder les contrats qui sont indispensables à nos opérations ; notre aptitude à répondre adéquatement aux avancées technologiques ; notre aptitude à développer et maintenir des sauvegardes de nos systèmes critiques ; notre aptitude à poursuivre le développement de réseaux, placer des installations, obtenir et conserver les agréments et accords gouvernementaux requis et financer la construction et le développement dans les temps prévus, à un coût raisonnable et à des conditions satisfaisantes ; notre capacité d'influencer ou de répondre de façon efficace à de nouvelles lois ou réglementations ; notre aptitude à procéder à des investissements créateurs de valeur et notre aptitude à maintenir ou augmenter les distributions aux actionnaires dans le futur. Nous ne sommes aucunement tenus d'actualiser les déclarations prospectives contenues dans ce communiqué aux fins de refléter les résultats réels, les modifications aux postulats ou les changements au niveau des facteurs qui influencent ces déclarations.

Information financière – Les états financiers consolidés de Telenet Group Holding de et pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020 ont été établis, sauf indication contraire, conformément aux IFRS-UE et peuvent être consultés sur le site internet de la Société dès le 26 mars 2021.

Critères non-GAAP – 'Adjusted EBITDA', 'Operating Free Cash Flow', 'Adjusted Free Cash Flow' et 'le ratio du levier total net' sont des critères non-GAAP au sens de la 'Régulation G' de la Securities and Exchange Commission américaine. Pour les définitions et les rapprochements y afférents, nous renvoyons à la partie 'Investor Relations' sur le site internet de Liberty Global plc (<https://www.libertyglobal.com>). Liberty Global plc est l'actionnaire de contrôle de la Société.

Ce document a été autorisé à la publication le 11 février 2021 à 7.00 h, heure de Bruxelles